

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)

Numéro spécial, supplément au n° 4, décembre 2009 — 1 € (soutien : 2 €)



**La lutte des travailleurs
de Kraft en Argentine**

***FAIRE PLIER UNE MULTINATIONALE, LE
GOUVERNEMENT ET LA BUREAUCRATIE
SYNDICALE, C'EST POSSIBLE !***

Kraft Foods, Argentine : faire plier une multinationale, le gouvernement et la bureaucratie syndicale, c'est possible !

L'autoroute panaméricaine, la principale artère qui relie Buenos Aires à la grande banlieue industrielle qui jouxte la capitale argentine, puis, au-delà, au tissu manufacturier et industriel de ce que l'on appelle là-bas le littoral, le bassin du Paraná, émaillé jusqu'à Rosario des principales usines et entreprises du pays, tous secteurs confondus.

Au kilomètre 35 de la Panaméricaine s'élèvent les bâtiments de Kraft Foods Argentina, situés sur la commune de General Pacheco. Tout le monde connaît l'usine sous son ancien nom, Terrabusi. La marque continue à exister mais c'est le géant américain, second groupe agro-alimentaire du monde après Nestlé, propriété d'un des hommes les plus riches du monde, Warren Buffet, qui l'a rachetée¹. Terrabusi, une marque emblématique puisqu'une partie fameux « *alfajores* », ces galettes doubles fourrées à la confiture de lait, des gâteaux à apéro ou des biscuits consommés en Argentine sont produits ici. Kraft Foods Argentina emploie 3 500 travailleurs. Son site de General Pacheco est le plus important avec 2.600 ouvriers, dont une majorité de femmes, travaillant en 3x8. C'est l'une des plus grosses usines du secteur agro-alimentaire du pays.

Au cours des dernières semaines l'histoire de Kraft Foods Argentina a cessé de coïncider pour le grand public avec les publicités du groupe sur les vertus de ses produits. « Ne mange pas n'importe quel *alfajor*, mange un *alfajor* Terrabusi » disait la campagne de publicité lancée en 2008. Mais la direction de Kraft Foods Argentina a dû revoir ses goûts et ses préférences dernièrement et ce en raison de la colère ouvrière qui a secoué le site de Pacheco pendant près de deux mois. En effet le kilomètre 35 s'est transformé dans le centre de la politique argentine entre la mi-août et fin octobre.

Les ouvriers ont commencé à débrayer à partir du 18 août afin de protester contre le licenciement de 160 salariés de l'usine, dont toute la Commission Interne, le syndicat d'usine, ainsi que le Corps de Délégués, les représentants des travailleurs qui avaient été élus dans tous les ateliers et dans les diverses sections de l'entreprise. L'objectif de Kraft ? Officiellement mettre au pas les ouvriers qui avaient osé débrayer au mois de juillet, en plein hiver austral, pour réclamer la mise en place de mesures d'hygiène spécifiques dans l'entreprise et dans la garderie d'usine au moment du pic de grippe H1N1 en Argentine. Officieusement l'objectif du groupe est de redimensionner les équipes et surtout de se débarrasser d'une Commission Interne et d'un Corps de Délégués particulièrement combatifs.

Fort de ses soutiens Kraft a voulu faire montre de toute son intransigeance, refusant d'abord d'appliquer les décisions de la justice prud'homale lui imposant de réintégrer les licenciés pendant le temps de reprise des négociations entre les partenaires sociaux, mais également de continuer à payer leur salaire aux ouvriers qui refusaient de travailler sur les lignes de production, et donc grévistes dans les faits, tant que leurs collègues n'étaient pas réintégrés. Face à l'obstination patronale la position des travailleurs s'est donc également durcie, l'occupation des locaux succédant à la grève. Tous les acteurs politiques et sociaux se sont mêlés à l'affaire. Le gouvernement de centre gauche des Kirchner tout d'abord. Malgré les promesses faites quelques semaines auparavant pendant une campagne électorale où les kirchneristes affirmaient être les défenseurs de l'emploi et du salaire en Argentine le gouvernement a fait tomber le masque en couvrant l'opération de répression orchestrée le 25 septembre contre les ouvriers en lutte ; l'opposition de droite également, profitant de la situation pour attaquer le gouvernement au sujet de la multiplication des barrages routiers et manifestant son inquiétude face à l'augmentation des phénomènes d'insubordination ouvrière dans certaines grandes entreprises, remettant en cause le monopole de représentativité syndicale aux mains, notamment, de la bureaucratie de la CGT ; les bureaucrates syndicaux donc, scandalisés par autant de détermination chez les Kraft, et accusant, comme aux heures les plus sombres des années 1970, les travailleurs d'être des « gauchistes », ce qui à l'époque revenait à faire appel aux services des escadrons de la mort para-policiers de l'Alliance Anticomuniste Argentine. Cette fois-ci c'est la police qui en a joué le rôle. Elle n'est n'a pas été en reste donc, intervenant avec brigades de chiens de combat, police montée et infanterie anti-émeute. Derrière tout ce beau monde, l'ambassade américaine, faisant pression de son mieux pour que le conflit cesse le plus rapidement possible, et ce pour le plus grand bénéfice de Kraft Foods Inc.. Mais l'histoire a bientôt fait le tour du monde. Des activistes étasuniens ont commencé à organiser une campagne de boycott, « *say no to Kraft!* ». Chávez lui-même s'est emparé de l'affaire en faisant part, à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, de sa sympathie pour les grévistes, rendant encore plus furieuses la bourgeoisie argentine et la presse conservatrice.

Mais si c'est le chemin de la répression la plus dure que le gouvernement argentin a fini par choisir, et ce sous la pression de l'ensemble du patronat inquiet de ces travailleurs turbulents refusant la logique des licenciements, l'opération du 25 septembre n'a pas produit les effets désirés, bien au contraire. La lutte de Terrabusi est devenue un symbole national, vécu comme un conflit emblématique au sein de larges secteurs ouvriers et étudiants. Pour toute une nouvelle génération

¹ La maison mère, Kraft Foods Inc., est propriétaire notamment de Suchard, Lu, Milka, Toblerone, Côte d'Or et Starbucks.

de travailleurs et de travailleuses Terrabusi rime désormais avec résistance et démocratie ouvrière, montrant ce dont et capable notre classe lorsqu'elle se met en mouvement avec ses propres armes : l'auto-organisation et la détermination à défendre ses intérêts.

On nous dira très certainement que la situation argentine est bien différente de la situation française actuelle. C'est-là une évidence. Le gouvernement Kirchner, qui jusqu'en 2008 jouissait d'un solide prestige tant sur le plan intérieur qu'international, s'est fortement affaibli. Les divisions au sein de la bourgeoisie sur fond de ralentissement économique n'ont fait alors que s'accroître. Une flambée de colère ouvrière a traversé le pays au cours des derniers mois, et ce pour les mêmes raisons fondamentalement que les luttes dont nous avons été témoin en France : licenciements et mise au chômage technique, mais aussi revendications salariales et syndicales dans le cas argentin. Mais si l'exemple de Terrabusi est emblématique et son écho porte au-delà des frontières argentines c'est en partie en raison de l'intervention des dirigeants ouvriers du Parti des Travailleurs Socialistes (PTS) qui y sont intervenus. Comme l'illustre l'interview de l'un d'eux, Javier « Poke » Hermosilla, que nous reproduisons ici, mais également d'autres textes traduits que nous publierons sous peu, la lutte de Kraft-Terrabusi montre comment par-delà les aléas du combat de classe qui n'est pas écrit par avance ainsi que les avancées et les reflux partiels dans les luttes ces dernières peuvent se transformer réellement en une véritable école de guerre pour l'avant-garde ouvrière, former toute une génération non pas à la compromission réformiste interclassiste, profondément marquée par la routine du discours syndical, mais bien à l'apprentissage de la force et des armes de combat de notre classe dans sa lutte contre le capital.

Les images de la répression du 25 septembre, retransmises en direct par la télévision nationale, faisaient froid dans le dos et pouvaient laisser présager du pire. Pendant que la police montée nettoyait les piquets de grève à l'extérieur de l'usine et que les brigades canines faisaient la chasse aux militants, l'infanterie anti-émeute entraînait dans l'entreprise, arrêtant les délégués et les ouvriers présents à l'intérieur, transformant les locaux en un vaste camp de détention, comme lors des coups d'État latino-américains des années 1970. La direction de l'usine a alors multiplié les mises à pied, imposant un retour forcé aux chaînes, les ouvriers devant travailler flanqués de policiers patrouillant le long des lignes de production. Mais la résistance s'est poursuivie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'usine, pour la réintégration de l'ensemble des travailleurs licenciés et de leurs délégués.

Alors qu'à l'intérieur de l'usine l'occupation policière ne réussissait pas à rétablir l'ordre, les manifestations se succédaient dans tout le pays, et même au-delà, devant les consulats et les ambassades d'Argentine de Sao

Paulo, Santiago du Chili, Paris ou Barcelone. La direction de l'usine a dû finir par céder, d'abord sur le nombre de licenciements, puis sur la réintégration des délégués syndicaux, reculant totalement par rapport à son objectif premier.

C'est à ce moment que faute de pouvoir briser le mouvement la direction de Kraft, le gouvernement et le ministère du Travail ont eu recours aux services de la majorité de la Commission Interne, contrôlée par les maoïstes du Courant Classiste et Combatif-Parti Communiste Révolutionnaire (CCC-PCR). Entre le 14 et le 16 octobre le ministère du Travail a proposé un accord prévoyant la réintégration de 40 travailleurs supplémentaires contre l'engagement de la part de la Commission Interne de ne pas appeler à d'AG pendant une période de soixante jours tout en promettant d'étudier au cas par cas le dossier des 52 ouvriers et ouvrières continuant à faire l'objet d'une procédure de licenciement. Une telle proposition a été violemment rejetée en AG par les travailleurs licenciés eux-mêmes, par l'AG de l'équipe de nuit, la plus combative des trois, et n'a pas compté non plus sur l'appui des ouvriers des équipes du matin et de l'après-midi. En dépit de tout cela, contre les positions exprimées en AG, reniant leurs promesses et leurs engagements, les délégués liés au CCC-PCR ont fini par signer l'accord de fin de conflit.



Le premier bilan que l'on peut dresser de la lutte n'est donc pas univoque. D'un strict point de vue revendicatif, c'est-à-dire la réintégration de l'ensemble des travailleurs licenciés, il faut reconnaître que les ouvriers et les ouvrières de Kraft ont subi une défaite partielle car il était sans doute possible d'avancer encore plus. Force est de constater cependant que la lutte de Kraft a bel et bien représenté une défaite politique pour la multinationale étasunienne et son ambassade tout en affaiblissant le gouvernement, le ministère du Travail, le grand patronat argentin, l'UIA et la Copal, mais aussi les bureaucraties de Moyano et de Daer, respectivement leader de la CGT et du syndicat de l'agro-alimentaire, le STIA. Pour la première fois depuis des années, une multinationale impérialiste a dû faire machine arrière sur le licenciement de syndicalistes et l'aile combative de Kraft-Terrabusi n'a

pas été liquidée. Une tradition recommence d'autre part à reprendre corps en Argentine au sein de la classe ouvrière. Les travailleurs de l'équipe de nuit de Kraft qui a représenté le fer de lance de la lutte ne s'y trompent plus. C'est désormais l'AG ouvrière qui décide, vote et dirige, au quotidien comme dans les moments de lutte. Voilà qui fait hurler le patronat mais également les bureaucrates syndicaux qui se sont illustrés au cours du conflit par leur couverture systématique de la multinationale étasunienne et la politique du gouvernement. C'est en ce sens que la lutte de Kraft laissera des traces en Argentine. Le conflit a eu un effet extrêmement positif sur le moral du monde du travail et pourrait ouvrir une nouvelle page dans le cycle actuel de luttes ouvrières dans le pays, mais également entre ces dernières et l'extrême gauche. Le combat des Kraft a montré les potentialités d'une jeune génération déterminée à résister au rouleau compresseur patronal qui entend lui faire payer la facture de la crise.

Dans un second temps les élections syndicales internes qui ont eu lieu le 4 novembre ont signifié un nouveau recul pour l'entreprise et la bureaucratie. Elles ont effectivement conforté la position des ouvriers en donnant la victoire à l'aile combative de l'usine. Le courant lutte de classe et démocratique mené par « Poke » Hermosilla, la liste 1, l'a emporté par 676 voix contre 660 pour le courant du CCC-PCR et 390 pour la liste officielle liée à la bureaucratie de Daer. En dépit des manœuvres de la direction de l'entreprise pour empêcher la victoire de Hermosilla, en exhumant à la dernière minute une urne fantôme dans laquelle auraient voté des travailleurs extérieurs à l'usine, c'est bien le courant « Desde Abajo » qui l'a emporté. L'enjeu se situe désormais sur trois plans différents. Il s'agit d'une part de remettre sur pied le Corps de Délégués d'atelier, détruit au cours du conflit, de rétablir l'unité de la Commission Interne en y intégrant, dans un souci de représentation démocratique de tous les courants du mouvement ouvrier, les candidats liés au CCC-PCR et construire une Commission de Femmes capable de défendre avec plus de force encore les intérêts de celles qui sont majoritaires sur certaines chaînes de production. La question de mettre en place un plan de lutte afin de réintégrer les 52 travailleurs licenciés fait également partie du programme de « Desde Abajo », quoique ait signé l'ancienne CI dans l'accord de fin de conflit. Se pose enfin la question de la coordination ouvrière.

De ce point de vue d'ailleurs, conscients des limites d'une lutte même extrêmement combative et radicale sur le strict terrain du syndicalisme, les ouvriers de Zanon et du Syndicat des céramistes de Neuquén ont appelé à une assemblée ouverte à Buenos Aires le 17 octobre pour discuter de la nécessité de coordonner non seulement les expériences syndicales les plus avancées mais également de structurer une expression politique indépendante de la classe ouvrière¹. C'est là tout un

¹ Comme cela a été reflété tant dans la presse bourgeoise que militante plus de 400 délégué/es de syndicats et de CI se sont réuni/es le 17 octobre dans la salle de conférence de l'Hôtel autogéré Bauen dans le centre de Buenos Aires afin de débattre, sur initiative du SOECN, du lancement d'un courant politico-

débat qui s'ouvre au sein de l'avant-garde en Argentine et qui pourrait contribuer à éclaircir les enjeux de la discussion au sein de l'extrême gauche en France également.

En communiquant ses résultats pour 2008 Kraft Foods Argentina soulignait que le groupe avait « réussi à se positionner comme l'un des leaders locaux des produits alimentaires de consommation massive, caractérisés par leur qualité et leur traçabilité, ce qui en fait le premier choix des consommateurs argentins ». Ce sont désormais les travailleurs et les travailleuses de Kraft qui ont pris la place de la direction en tant que « leaders locaux » du combat de classe².

Nous traduisons et publions dans ce numéro spécial d'Au CLAIR de la lutte un dossier d'articles et d'interviews parus les uns dans la presse bourgeoise argentine, les autres dans La Verdad Obrera, organe du PTS argentin (Parti des travailleurs socialistes), section argentine de la FTQI (Fraction Trotskyiste pour la Quatrième Internationale) avec laquelle la Tendence CLAIRE du NPA est en discussion.

C. Tappeste

syndical national représentant les intérêts des travailleurs. Aux côtés des dirigeants historiques du SOECN, qui aujourd'hui travaillent à nouveau sur les chaînes de production à Zanon, Alejandro Lopez et Raúl Godoy, étaient bien entendu présents les dirigeants actuels du syndicat, Andrés « Châplin » Blanco, Fabián Ruiz, Cristian Mellado et Alberto Esparza aux côtés de l'aile gauche des délégués de Kraft, Javier « Poque » Hermosilla, Oscar Coria, Camilo Mones et Christian Abarza. Ont notamment participé à cette rencontre une dizaine de militants du Corps de Délégués du métro de Buenos Aires, emmenés par Claudio Dellecarbonara, des membres de la CI de Pepsico Snacks et de Stani-Cadbury, militants du courant « Desde Abajo » du syndicat de l'agro-alimentaire, tels que Calina Balaguer et Leo Norriella, la secrétaire générale du Syndicat des travailleurs agricoles de l'ail de Mendoza, Antonia Trigo, des délégués des métallos des usines en lutte de Villa Constitución (Paraná Metal), Rosario (Mahle) et Córdoba (CIVE), des délégués des métallos de l'opposition au sein de la UOM (UOM-Villa Constitución, UOM-Quilmes), des travailleurs de la UOM-San Martín, UOM-Matanza et UOM-Capitale, Guillermo Bentancourt, délégué de Siderca, récemment expulsé de la UOM-Campana pour avoir soutenu les travailleurs en lutte sans l'appui du syndicat national, des délégués du syndicat de l'automobile SMATA, des membres des CI de Alicorp (anciennement Jabón Federal, chimie), de Donneley (anciennement Atlántida, imprimerie), de Papelera Molarsa de Neuquén, des délégués du syndicat des ouvriers du pneu de FATE, des travailleurs et des délégués du secteur aéronautique (LAN et Aerolíneas Argentinas), des délégués du syndicat des télécoms et des postes (FOETRA), des cheminots du secteur oppositionnel de la Unión Ferroviaria du réseau Roca des Chemins de fer, Ana Laura Lastra et Liliana Gasco, déléguées ATE-INDEC (Institut National des Statistiques), des délégués des hôpitaux Garrahan et Posadas (Buenos Aires), Centenario (Neuquén), des délégations du syndicat des travailleurs du public (ATE) de Rosario, Mendoza et La Plata, des délégués des arsenaux de Río Santiago, ainsi que des délégués du syndicat de l'enseignement et des travailleurs non-enseignant de l'Éducation.

² Il est possible de suivre ce conflit et ses répercussions en Argentine par le biais du site Internet du PTS et de son organisation internationale, la FT-QI, www.pts.org.ar et www.ft-ci.org, mais également via le site de télévision du PTS qui assure le suivi permanent de cette lutte et de bien d'autres : www.tvpts.tv/digalenoakraft-terrabusi/

Kraft-Terrabusi, éléments de chronologie d'une lutte ouvrière

1993 : Le groupe américain Nabisco rachète Terrabusi, entreprise agro-alimentaire de capital national. Parmi les deux actionnaires fondateurs Gilberto Montagna était à la tête du patronat de l'agro-alimentation, la Copal, pendant la dictature de Videla. Il fut par la suite dirigeant du grand patronat argentin, l'UIA, sous Ménem. Son associé, Carlos Reyes Terrabusi, fait aujourd'hui partie du directoire de la très conservatrice Sociedad Rural, second syndicat patronal argentin. Nabisco commence à flexibiliser le processus de production et externalise plusieurs secteurs du groupe, notamment le nettoyage, la distribution, la production d'emballage et le stock. C'est l'époque au cours de laquelle des militants maoïstes du Parti Communiste Révolutionnaire (par la suite CCC-PCR) gagnent les élections syndicales internes de l'entreprise contre la bureaucratie de Rodolfo Daer qui contrôle le Syndicat des Travailleurs de l'Agro-alimentation (STIA) ainsi que la CGT. Ces militants commencent à diriger, aux côtés de secteurs péronistes dissidents, la Commission Interne.

1995 : Le Corps de Délégués, au sein duquel s'organisent soixante représentants de l'ensemble des ouvriers des trois équipes, des divers ateliers et des chaînes de production, est désarticulé. Il ne sera reconstitué qu'en mai 2008. L'entreprise achète des délégués de la CI qui est profondément affaiblie.

2000 : Avec la fusion Kraft-Nabisco, Kraft Foods Argentina voit le jour, englobant à partir de ce moment-là Terrabusi.

Fin 2000-2001 : au cours des grandes grèves pendant les derniers mois de gouvernement de Fernando De La Rúa les travailleurs de Kraft entament plusieurs actions sur la Panaméricaine aux côtés des ouvriers de Ford et de Volkswagen dont les usines se situent également au kilomètre 35. 79 ouvriers de Kraft-Terrabusi sont alors licenciés, la plupart de l'équipe de l'après-midi, alors la plus

combative. Cette défaite pèsera longtemps sur le moral des travailleurs.

Fin 2001 début 2002 : Journées révolutionnaires à la suite de la crise économique qui secoue l'Argentine. Le mouvement *piquetero* (chômeurs) est alors à son apogée alors que, plus ponctuellement, certaines entreprises commencent à être occupées et « récupérées » par leurs travailleurs. Les usines Zanon et Brukman deviendront des emblèmes de ce mouvement. Le gros des bataillons ouvriers argentins n'intervient pas au cours de la période, paralysé notamment par un taux de chômage catastrophique.

2004 : point d'inflexion dans la situation sociale argentine marquée par un retour des luttes dans le monde du travail. Dans plusieurs grandes entreprises des militants d'extrême gauche réussissent à reconquérir les Commissions Internes. Ce sera notamment le cas de Pepsico-Snacks et Cadbury-Stani dans le secteur agro-alimentaires, deux usines de la grande banlieue de Buenos Aires.

Septembre 2004 : La liste syndicale oppositionnelle « Celeste y Blanca » où sont organisés des ouvriers du CCC-PCR et du courant « Desde Abajo » liés au PTS du secteur agro-alimentaire font 20% aux élections du STIA.

Septembre 2005 : La liste menée notamment par le CCC-PCR et « Desde Abajo » fait 69% aux élections internes de Kraft-Terrabusi et continue donc à contrôler la CI. Une nouvelle génération d'ouvriers, rentrés à l'usine après 2002 et n'ayant pas connu la défaite de 2000-2001, commence à jouer un rôle militant moteur.



- Mai 2007** : Kraft entend licencier 60 travailleurs en CDD. Une grève impose l'embauche des intérimaires. C'est parmi eux que se trouvent ceux qui l'année suivante seront les principaux militants du Corps de Délégués.
- Mars 2008** : Reconstitution d'un Corps de Délégués d'une cinquantaine de militants. L'entreprise mais également le STIA refusent d'en reconnaître l'existence légale.
- Juillet 2009** : début du conflit au sujet des mesures d'hygiène que la direction de Kraft refuse d'adopter face au pic de grippe A en Argentine
- 18/08/09** : L'entreprise annonce le licenciement de plus de 160 travailleurs, officiellement identifiés comme les meneurs des actions de juillet. C'est en fait toute la CI et une bonne partie du Corps de Délégués qui sont visées. L'objectif à terme pourrait être le licenciement de 750 travailleurs comme le reconnaîtra par la suite ouvertement la direction de l'entreprise et le ministère du Travail, afin de transformer les trois équipes de huit heures en deux équipes de douze heures.
- 19/08** : Kraft refuse de suspendre les licenciements pendant l'ouverture des négociations entre partenaires sociaux comme l'en intime le ministère en fonction de la législation sociale argentine.
- 24/08** : Kraft se voit obligé de faire entrer les délégués et les travailleurs licenciés mais les isolent du reste de leurs collègues. Ceux-ci protestent en refusant de travailler tant qu'ils ne seront pas réintégrés à leur poste de travail.
- 26/08** : Manifestation au ministère du Travail.
- 27/08** : Daer et la direction du STIA refusent d'appeler à une grève du secteur agroalimentaire. Daer et Moyano de la CGT accuseront par la suite les ouvriers de Kraft d'être des « ultragauchistes » et les délégués de vouloir « politiser » le conflit.
- 03/09** : L'entreprise a recours illégalement à des huissiers afin de préparer la fermeture de l'usine et l'expulsion des travailleurs licenciés qui dans les faits occupent l'usine.
- 04/09** : Kraft décrète un lock-out illégal en refusant l'entrée des travailleurs, vide l'équipe du matin de l'usine et empêche celle de l'après-midi de rentrer. Des blindés légers de la police prennent place dans l'enceinte de l'usine.
- 07/09** : Fin du lock-out. Les travailleurs licenciés qui entendent rentrer dans l'usine avec leurs collègues sont matraqués par la police. A l'intérieur les ouvriers chassent néanmoins les policiers qui sont stationnés dans la cantine en scandant « On n'est plus sous la dictature ». Kraft empêche l'entrée l'équipe de l'après-midi. Les jours suivant, les équipes qui entrent refusent de travailler. Des travailleurs licenciés et des délégués se trouvent à l'intérieur de l'usine également. Kraft est soupçonné d'avoir transféré une partie de la production au Brésil en raison de la paralysie de la production sur son site argentin.
- 09/09** : Nouveau barrage massif sur la Panaméricaine.
- 10/09** : La Panaméricaine est bloquée à deux reprises.
- 16/09** : Manifestation devant l'ambassade des États-Unis à Buenos Aires.
- 21/09** : La Panaméricaine est bloquée pendant huit heures. Kraft refuse toujours de suspendre temporairement les licenciements pendant la durée des négociations comme l'ordonne la loi argentine. Les salaires ne sont plus versés aux ouvriers visés par les procédures de licenciements mais aussi à de nombreux autres travailleurs. Afin que la situation pourrisse Kraft essaie depuis le début du conflit de séparer les travailleurs de leurs collègues licenciés.
- 24/09** : Nouveaux blocages. Kraft prépare l'expulsion des grévistes et le nettoyage des piquets de solidarité devant l'usine.
- 25/09** : Opération de répression de grande envergure à laquelle participe la police anti-émeute, des brigades de chiens de combat ainsi que la police montée. 70 travailleurs et militants sont arrêtés. Des dizaines de mises à pied sont prononcées. A la suite des images de la répression transmises en direct des manifestations se multiplient dans tout le pays. Il en sera de même pendant les jours suivants. L'usine est totalement militarisée. Les ouvriers travaillent dès le lendemain encadrés par les flics qui patrouillent le long des chaînes de production.
- 28/09** : Une centaine de barrages de solidarité avec les travailleurs de Kraft sont organisés dans tout le pays, de la Terre-de-Feu jusqu'à l'extrême Nord andin. Les ouvriers des chantiers navals de Río Santiago débraient en

solidarité. Une manifestation monstre est organisée dans la capitale vers la Place de Mai.

06/10 : Alors que les actions se poursuivent, menées notamment par les syndicats étudiants, de nouvelles négociations ont lieu. Kraft accuse les délégués « d'intransigeance ». La CGT revient sur ses déclarations au sujet des ouvriers en lutte mais continue à ne rien faire.

11/10 : Alors que la lutte de Kraft fait les gros titres de la presse argentine et la une des journaux télévisés depuis des semaines le quotidien ultra-conservateur *La Nación*, organe de la grande bourgeoisie, écrit dans son éditorial intitulé « Kraft, un cas emblématique », que la lutte de Kraft « dépasse le cadre syndical ». C'est le signe d'une grande nervosité du patronat donnant l'ordre de commencer à se replier. Kraft commence faire marche arrière après avoir accepté au cours des jours précédents la réintégration de plusieurs groupes d'ouvriers. C'est bientôt une partie de la CI licenciée qui réintègre l'usine.

15/10 : Lors d'une conférence donnée à l'université de Mendoza l'ambassadrice des Etats-Unis en Argentine est durement

contestée par des étudiants en raison de la politique de l'administration Obama au Honduras et du conflit chez Kraft Foods Argentine.

16/10 : Kraft continue à reculer et le ministère du Travail propose un nouvel accord, prévoyant la réintégration de 40 travailleurs supplémentaires. Le dernier des délégués de la CI, Javier Poke Hermosilla, est réintégré. Voyant qu'il est possible d'obtenir plus encore, Hermosilla au nom du courant « Desde Abajo » et sur décision de l'AG des licenciés, refuse de signer. Il n'en va pas de même pour la majorité de la CI contrôlée par le CCC-PCR qui accepte l'accord, reniant ses promesses et le mandat conféré par l'AG des travailleurs licenciés. La lutte pour la réintégration des 52 ouvriers et ouvrières encore sous le coup d'une procédure de licenciement se poursuit. L'AG de l'équipe de nuit refuse de reconnaître la validité de l'accord scandaleux signé le 16. Par-delà, Kraft et le gouvernement, à la suite de leur marche arrière, sortent profondément affaibli du conflit.

Avec l'ambassade américaine ou les ouvriers de Kraft-Terrabusi

Éditorial de *La Verdad Obrera* du 30 septembre, quelques jours après la répression

par Manolo Romano et Ruth Werner¹

On peut désormais dire qu'il y aura un avant et un après grève de Kraft-Terrabusi en Argentine. Si jusqu'à présent c'étaient surtout les frictions dans les hautes sphères de la bourgeoisie qui caractérisaient la situation nationale [notamment depuis le début du conflit entre le gouvernement et les grands producteurs de soja transgénique soutenus par la droite à partir de 2008], la grève de Kraft-Terrabusi marque l'irruption de la classe ouvrière entre les brèches ouvertes au sein des classes dominantes. Mais cette grève passera également à l'histoire dans la mesure où elle a



¹ M. Romano et Ruth Werner, « La embajada yanqui o los obreros de Kraft », éditorial de *La Verdad Obrera* n°345, Buenos Aires, 30/09/09.

vu l'implication directe de l'ambassade étasunienne.

Si l'on peut dire que Terrabusi a ouvert les portes à une poussée ouvrière sur le devant de la scène nationale force est de reconnaître néanmoins que cette tendance se manifestait déjà depuis la fin de l'année dernière. Il suffirait de songer aux luttes défensives dans certaines usines automobiles de Córdoba et de Santa Fe, chez IVECO, Renault, Volkswagen et General Motors, entre fin 2008 et début 2009, ou encore à la grève des 6.000 travailleurs pétroliers de la province de Santa Cruz [la province du « couple présidentiel », Néstor et Cristina Kirchner]. Il faudrait également rappeler la grève de la UOM [le syndicat des métallos affilié à la CGT] qui s'est transformée en une grève active, allant même jusqu'à impliquer des débrayages dans les PME du secteur. Il faudrait aussi penser aux luttes salariales de certaines grandes usines de la sidérurgie comme Siderca de Campana, au mouvement des travailleurs du secteur public et des enseignants dans plusieurs provinces, aux luttes des employés municipaux de Córdoba ou encore actuellement à l'impressionnant mouvement des travailleurs du secteur de la santé de Tucumán.

L'impact de la lutte ouvrière chez Terrabusi est lié au fait que ce conflit, qui persiste après cinq semaines de bagarre, ainsi que les multiples actions de solidarité qui ont vu le jour aux quatre coins du pays, sont liés à l'entrée en lutte des travailleurs d'une des branches les plus dynamiques, aux côtés du secteur automobile, de la dernière période de croissance industrielle : le secteur agro-alimentaire. Le poids spécifique des travailleurs de Terrabusi est lié également au fait que leur lutte a fait irruption dans un des secteurs les plus dominés par les multinationales impérialistes. La grève de Kraft-Terrabusi [ainsi que la répression orchestrée le 25 septembre] démontrent d'une part que les entreprises qui contrôlent les principaux ressorts de la production nationale peuvent compter sur l'appui de tout le pouvoir des juges, de la police, des fonctionnaires du gouvernement, des moyens de communication ainsi que des bureaucrates syndicaux, au service des multinationales depuis des années maintenant. D'autre part la répression brutale dont les grévistes ont été l'objet vendredi 25 septembre a eu indirectement une répercussion profonde sur le gouvernement [péoniste de Cristina Kirchner] et son rapport avec le monde du travail. Les images montrant la police montée chargeant des ouvriers en grève resteront pour longtemps gravées dans la mémoire de millions de travailleurs. Le couple Kirchner et le gouverneur [péoniste de la province de Buenos Aires Daniel] Scioli avaient passé leur temps, lors de la dernière campagne électorale [de juin 2009], à parler de « défense de l'emploi ». En donnant

leur accord à l'expulsion des grévistes de Kraft-Terrabusi occupant l'usine, et ce sur la demande de l'ambassade des États-Unis comme Scioli l'a lui-même reconnu, en ne reculant ni devant l'usage des matraques, des gaz lacrymogènes ou des balles en caoutchouc, ils ont à nouveau tombé le masque. Le ministère du Travail pour sa part est apparu comme un simple intermédiaire au service de Kraft. La direction de la CGT [la principale confédération syndicale argentine, soutien du gouvernement] a pour sa part agi en agent du patronat étasunien. Mais alors qu'Hugo Moyano et Rodolfo Daer, [respectivement actuel secrétaire général de la CGT et actuel secrétaire général du syndicat de l'alimentation et ancien leader de la CGT pendant la présidence Ménem] condamnaient la grève en la qualifiant « d'ultragauchiste », la base péoniste des syndicats exprimait sa solidarité à l'égard des travailleurs de Kraft-Terrabusi en butte à la répression. Les travailleurs des arsenaux de Río Santiago [au Sud de Buenos Aires] ont réalisé une grève contre la répression à l'appel des délégués syndicaux d'extrême gauche et de la Liste Blanche péoniste. Dans les entreprises de la province de Buenos Aires ou les grandes usines automobile de Córdoba l'indignation était à son comble chez ceux et celles qui avaient voté pour les listes kirchnéristes [lors des dernières élections]. Les secteurs les plus liés au syndicat pro-gouvernemental UPCN de l'INDEC, [l'INSEE argentin], ont même contribué à la caisse de grève des ouvriers de Terrabusi. La CTA enfin, [le second syndicat en Argentine après la CGT], a fini par devoir donner la parole aux délégués de Terrabusi lors de son meeting « pour la liberté syndicale » après cinq semaines de silence absolu.

Soit dit au passage d'ailleurs la grève de Kraft-Terrabusi met à nu le véritable rôle des médias. Afin de rompre l'isolement médiatique auquel ils étaient condamnés les travailleurs de Kraft ont dû couper à plusieurs reprises la Panaméricaine [reliant Buenos Aires au Nord industriel de la province ainsi que celle de Santa Fe] et s'appuyer sur le soutien solidaires d'un secteur militant du mouvement étudiant qui a réalisé des blocages de différentes artères de la capitale afin d'attirer l'attention de l'opinion populaire. Cela a notamment contribué à mener d'autres secteurs à faire appel à des actions afin de renforcer la solidarité à l'égard de la lutte des Kraft. C'est ainsi que le mouvement *piquetero* a fait son grand retour sur la scène politique, se solidarisant avec la lutte de Kraft-Terrabusi et commençant à remettre en cause la manière dont les maires de la grande banlieue de Buenos Aires entendent structurer les projets de construction de logements sociaux promis par Cristina Kirchner.

Les grands médias et les monopoles de l'information qui avaient tous appuyé les grands propriétaires argentins dans leur lutte contre le gouvernement [lors du conflit rural de 2008]

utilisent maintenant la diffusion des images des barrages routiers afin d'alimenter leur combat contre le gouvernement et tenter de faire basculer à droite « l'opinion publique » en appelant à en finir avec les embouteillages liés aux manifestations. La bataille de Terrabusi et les actions de solidarité qui ont été menées servent ainsi à montrer le caractère biaisé et de classe du débat sur le projet de loi sur les médias entre le gouvernement et l'opposition¹.

Les délégués de la base et la gauche radicale

Le leader de la Sociedad Rural [qui exprime les intérêts de la droite la plus conservatrice en Argentine et les intérêts des grands latifundistes], Hugo Biocalti, a ajouté sa voix au concert de protestations venant du patronat industriel regroupé au sein de l'UIA et de la Copal [regroupant, respectivement, le grand patronat argentin ainsi que les entrepreneurs du secteur agro-alimentaire]. « Nous sommes très inquiets, a déclaré Biocalti face à plus de deux cents chefs d'entreprise réunis à Rosario, face à l'émergence de ce genre de conflits [comme à Kraft-Terrabusi] car il existe certaines Commissions Internes, [les sections syndicales locales d'entreprise en Argentine], qui semblent plus puissantes que la CGT ». Cette inquiétude du patronat agraire argentin pour la bonne santé de la CGT montre combien, pour la droite la plus réactionnaire, l'appui qu'elle peut trouver auprès de certains bonzes syndicaux comme Moyano ou Daer est précieux.

D'autre part, et comme nous l'avions déjà dénoncé dans les numéros précédents de *La Verdad Obrera*, il se trouve que le porte-parole de Kraft Argentine n'est autre que Lopez Matheu, spécialiste de la liquidation des organisations syndicales de base. En tant que dirigeant exécutif du [premier groupe de presse argentin] Clarín c'est lui qui a été en charge de

détruire les Commissions Internes de la rédaction du journal *Clarín* ainsi que des imprimeries AGR où ce dernier est imprimé. Il a recouru pour cela entre 2000 et 2004 à la répression afin de licencier les délégués syndicaux, des centaines de travailleurs et restructurer ainsi les horaires de travail. Voilà qui ne fait que confirmer l'objectif réel de Kraft Foods Argentine dans cette affaire : liquider l'organisation syndicale de base afin d'adapter les conditions d'exploitation aux exigences nouvelles liées à la crise capitaliste internationale. De ce point de vue-là d'ailleurs il nous faut préciser un point. Kraft a justifié les licenciements en arguant qu'il s'agissait de sanctions contre les ouvriers qui avaient fait grève au mois de juillet afin d'exiger l'application de mesures d'hygiène et sécurité spécifiques en plein pic de pandémie de grippe A. Mais les licenciements ne touchent pas fondamentalement les travailleurs de l'équipe de l'après-midi, pourtant à l'origine du mouvement de juillet. Ils concernent majoritairement les ouvriers et les ouvrières de l'équipe de nuit au sein de laquelle travaillent les délégués syndicaux les plus combattifs. Enfin la tentative de la part de Kraft de porter plainte contre les délégués syndicaux fait partie d'un plan plus vaste destiné à criminaliser l'action syndicale de la part d'un patronat disposé à provoquer les ouvriers, inventer des preuves de toutes pièces et même d'acheter des juges d'instruction et des juges afin d'atteindre ses objectifs.



Le conflit de Kraft-Terrabusi condense une formidable force de résistance des travailleurs face à la détermination des multinationales et des grandes entreprises qui entendent décapiter les organisations syndicales de base, les Commissions Internes et les Corps de Délégués. Cette lutte a de plus permis de faire clairement apparaître un autre élément fondamental. Lorsque ces organisations ne sont pas contrôlées par la bureaucratie syndicale cela permet la pluralité politique des délégués élus à la base, et ce à la différence par exemple du verticalisme qui règne au sein des syndicats où les « listes uniques » font la loi. C'est ce qui s'est passé par exemple récemment au sein du syndicat ferroviaire du

¹ Le gouvernement a fini par faire voter une loi restreignant tendanciellement le poids des grands groupes de médias sur l'information, un contrôle qui avait joué un rôle très important au cours du conflit ayant opposé Cristina Kirchner aux grands producteurs de soja en 2008. La loi néanmoins, en dépit de la rhétorique du gouvernement, n'apporte aucune modification substantielle dans le sens des intérêts du monde du travail par rapport au monopole bourgeois des médias, qu'ils soient privés ou publics. Tant les médias privés que les médias publics se sont d'ailleurs illustrés lors de la grève des Kraft par leur soutien indéfectible à la direction étasunienne de l'entreprise [NdT].

réseau Pedraza, [Unión Ferroviaria de Pedraza], qui a empêché que ne se présente aux élections syndicales la liste lutte de classe et combative du réseau ferroviaire Roca. La charge de Moyano et Daer contre des délégués « qui font de l'idéologie » et qui sont « politisés » a mis en lumière le lien existant entre la classe ouvrière et la gauche radicale. Dans les nouvelles Commissions Internes récemment élues et plus particulièrement au sein des Corps de Délégués, comme celui du métro de Buenos Aires, ce sont toutes les tendances syndicales et politiques qui appuient et qui participent aux luttes de la classe ouvrière qui ont la possibilité de s'exprimer.

Dans le cas de Kraft-Terrabusi la Commission Interne et le Corps de Délégués de plus de quarante travailleurs du rang et représentant les trois différentes équipes de l'entreprise est composé par des camarades sans étiquette mais également par des dirigeants du CCC-PCR [maoïste] ou du courant lutte de classe de

l'alimentation où participe le PTS. Nous maintenons avec le CCCD-PCR ou le Mouvement Socialiste des Travailleurs de Wilma Ripoll des différences politiques importantes comme cela a pu se voir lors du conflit agraire opposant les grands propriétaires au gouvernement. Le CCC-PCR a ainsi appuyé le patronat agraire alors que le courant que nous animons au sein du secteur de l'alimentation a maintenu une indépendance complète tant vis-à-vis des grands propriétaires que vis-à-vis du gouvernement Kirchner. Il a d'ailleurs pour point de référence la lutte des ouvriers de Zanon. Nous faisons néanmoins partie d'une organisation de front unique ouvrier qui représente les différentes tendances politiques qui interviennent au sein de l'usine et qui sont démocratiquement élues par la base. En ce sens et contre tout ce qu'entend imposer l'ambassade des États-Unis nous continuons à lutter pour que les ouvriers de Kraft gagnent et que tous les licenciés ainsi que les délégués soient réintégrés.

Avec le conflit de Kraft-Terrabusi, l'extrême gauche cherche à émerger sur le devant de la scène

La gauche radicale argentine essaie de se renforcer dans les Commissions Internes d'usine ou dans les syndicats étudiants. Une analyse de la presse bourgeoise argentine.

par Pablo Dorfman¹

Le rôle central acquis par la Commission Interne de Kraft autour d'un conflit qui perdure depuis bientôt plus d'un mois et demi et qui préoccupe fortement le gouvernement, les entrepreneurs et la CGT, a montré le rôle croissant des partis d'extrême gauche dans les entreprises.

Tant le Parti Ouvrier [Partido Obrero] (PO), que le Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS) ou le Courant Lutte de classe Combatif [Corriente Clasista y Combativa] (CCC), gagnent un certain poids dans les conflits contre le patronat. Malgré leurs origines diverses et surtout leurs divergences dans l'analyse de la situation politique, ces partis se ont deux dénominateurs communs : ils méprisent d'une part la « bureaucratie syndicale » qu'ils accusent de complicité avec la direction des entreprises et ils considèrent que le piquet de grève et le barrage sont les méthodes les plus efficaces de lutte.

Au cas des délégués du métro de Buenos Aires et à la protestation des travailleurs pétroliers de Santa Cruz qui défient la direction de leur syndicat, de nouvelles entreprises apparaissent

où les Commissions Internes commencent à entrer en concurrence avec le syndicalisme traditionnel : les arsenaux de Río Santiago, des secteurs de l'alimentation comme chez PepsiCo, chez les travailleurs de l'imprimerie et de l'industrie du papier, les ouvriers du téléphone opposants à la ligne majoritaire de leur syndicat, Foetra, une partie des métallos de Siderar, les Commissions Internes de LAN [lignes aériennes], chez les cheminots, les travailleurs de la santé ou les enseignants, pour ne citer que quelques exemples.

Les partis et les courants d'extrême gauche ont également renforcé cette année leur leadership au sein du mouvement étudiant. L'extrême gauche qui en 2001 avait réussi à remettre en cause l'hégémonie des radicaux de la Franja Morada au sein du mouvement étudiant dirige cette année encore 7 des 13 syndicats étudiants régionaux et le plupart des délégués étudiants au niveau national.

Le PO est un des partis historiques de l'extrême gauche argentine et avec la plus grande présence en province. D'après Néstor Pitrola, un de ses dirigeants, la lutte doit être menée sur plusieurs fronts à la fois, au niveau institutionnel, syndical, étudiant, où le PO a un poids important. Tout

¹ P. Dorfman, "Con el conflicto en Kraft, la izquierda busca protagonismo". Article publié dans *Clarín*, le journal argentin au tirage le plus important (800.000 exemplaires le week-end), de centre-droit, le 04/10/09.

comme pour Pitrola, un dirigeant du PTS qui a préféré garder l'anonymat, ce n'est pas un hasard si ce phénomène se produit après des années de croissance économique.

Pour le PTS, qui a acquis une certaine notoriété à la suite du conflit de Kraft, « une république socialiste avec un gouvernement ouvrier et populaire » est la prémisse de son action politique. Le PTS se définit comme trotskyste révolutionnaire et, à la différence du PO, a une forte présence dans les usines.

L'objectif du CCC est de construire un gouvernement patriotique, démocratique et populaire, dont le centre serait la lutte de classe. Le CCC pense également que les différences entre les différentes centrales syndicales devraient disparaître. « Il faut qu'il y ait une seule centrale syndicale, au service des travailleurs », affirme Juan Carlos Alderete, un de ses dirigeants.

En plus des partis d'extrême gauche les mouvements sociaux sont revenus sur le devant

de la scène au cours de la dernière semaine. Ces jours-ci ils ont manifesté pour revendiquer une place au sein du plan de coopératives qu'a lancé Cristina Kirchner.

Ainsi le Front Darío Santillán a pour objectif de « construire un pouvoir populaire donnant accès aux services de base comme le droit à l'éducation, au travail, à la santé et au logement ». Ses zones d'intervention principales sont les quartiers pauvres et les universités. Barrios de Pie [Quartiers Debout], une des autres organisations sociales les plus actives et proches pendant un certain temps du gouvernement, a une forte présence dans les quartiers de classe moyenne paupérisés de la banlieue de Buenos Aires.

L'émergence de ces nouveaux acteurs sociaux fait pression sur le gouvernement tout comme sur les entrepreneurs. La radicalisation des mouvements, qui traduit une croissance de la conflictualité sociale, montre les difficultés qu'a le gouvernement pour la contenir.

Kraft, un combat politique central

Éditorial de *La Verdad Obrera* du 7 octobre, alors que la résistance croît tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'usine

par Manolo Romano et Ruth Werner¹

Dernier rebondissement de la lutte des ouvriers de Kraft-Terrabusi, et non des moindres : la direction de la CGT elle-même a dû changer d'attitude. Hugo Moyano a fini par recevoir des membres de la Commission Interne qu'il avait pourtant qualifiés quelques jours auparavant « d'ultragauchistes » et accusés de vouloir « politiser les revendications des travailleurs ». Après avoir collaboré par le biais de ses déclarations hostiles aux travailleurs en lutte à l'opération de répression qui a été conduite le vendredi 25 septembre le chef de la CGT se déclare désormais solidaire de cette même lutte. Ce virage opéré par Moyano n'est que le reflet, de fait, de l'échec de la normalisation de l'usine Kraft de General Pacheco, dans la banlieue Nord de Buenos Aires, par l'intermédiaire de la terreur policière et de l'isolement. C'est-là le résultat de plus de cinquante jours de bagarre des travailleurs licenciés, de leurs délégués et des marques

de soutien qu'ils ont reçu dans toutes les actions de solidarité qui ont été menées en Argentine mais également au niveau international.



¹ M. Romano et Ruth Werner, « Kraft, una pelea política de fondo », éditorial de *La Verdad Obrera* n°346, Buenos Aires, 07/10/09.

Le virage opéré par la bureaucratie syndicale ne répond pas aux revendications des ouvriers qui ont réclamé que Moyano appelle à une grève générale, ce à quoi il s'est bien entendu refusé, car elle porterait un coup mortel à Kraft. La direction de la CGT change de tactique en suivant en cela la nouvelle orientation du gouvernement et du ministère du Travail. La CGT fait désormais partie de l'opération de « contentions » et d'usure. Comme nous l'avons souligné, à la suite de la victoire judiciaire qu'a représentée la réintégration temporaire de Ramón Bogado, délégué syndical [de la Commission Interne et proche du CCC-PCR], gouvernement et ministère du Travail souhaitent diviser la Commission Interne afin de briser l'organisation de base des travailleurs. Au-delà de ce changement d'orientation la direction de la CGT est hostile à ce qu'elle ne contrôle pas bureaucratiquement. C'est ce que montre d'ailleurs son appui aux gros bras liés à la bureaucratie du syndicat du transport, UTA, contre le Corps de Délégués du métro de Buenos Aires à qui le gouvernement refuse la reconnaissance en tant que syndicat indépendant¹.

Un combat politique central

Comme nous l'avons déjà souligné, peu avant la victoire de Francisco De Narváez, [candidat de l'opposition de droite] aux élections [législatives de 2009 dans la province de Buenos Aires], l'avocat de Kraft, Julián De Diego, a souligné que dans les grandes entreprises « les problèmes les plus importants ne sont pas liées aux questions strictement économiques ». Pour l'avocat de la multinationale américaine il faudrait en finir avec « tous ces délégués qui désormais jouent un rôle central » et avec « l'état d'esprit favorable à la tenue d'AG présent chez les travailleurs de multiples grandes entreprises leader de certaines branches où les différentes instances syndicales sont remises en cause, des instances syndicales qui d'ailleurs ne se sont jamais caractérisées par leur structure démocratique ». Ce même De Diego vient de donner une conférence à l'Association des chefs d'entreprise de Mendoza pour expliquer que les revendications ouvrières sont « politisées ».

Il s'agit-là d'une preuve éhontée de cynisme après que la multinationale américaine que De

Diego conseille a réussi à s'appuyer sur l'ensemble des syndicats patronaux tels que l'UIA ou la Copal, tous les rouages de l'État, à commencer par les juges, la police, et a même pu compter sur le soutien de l'ambassade américaine, et ce afin d'attaquer l'organisation ouvrière au sein de Kraft. Kraft n'agit en fait que comme fer de lance dans l'offensive patronale contre les Commissions Internes et les Corps de Délégués qui ne sont pas contrôlés par la bureaucratie syndicale et qui servent d'instruments de lutte.

Il s'agit-là d'un combat politique de fond. Les Commissions Internes et les Corps de Délégués ont constitué historiquement le fondement du pouvoir de l'organisation syndicale en Argentine. Dans les moments de croissance économique comme pendant la première présidence Perón [entre 1946 et 1952] ces organismes ont été le fer de lance de la classe ouvrière pour contrer partiellement la soif de profits des capitalistes. Au cours des périodes de crise capitaliste aiguës ces organisations en sont arrivées à remettre en cause le pouvoir sur les lieux de production et même à en transcender les limites spatiales pour s'étendre au niveau territorial. C'est ce qui est arrivé par exemple en 1975 lors de la création des Coordinations inter-usines qui ont débordé la bureaucratie syndicale cégétiste et ont affronté par la grève générale le gouvernement d'Isabel Perón. C'est contre ces organisations que se constitua un front unique de tous les secteurs capitalistes qui déboucha sur le coup d'État de Videla [de mars 1976]. IL s'agissait d'ailleurs d'une vaste entente entre les secteurs les plus divers des classes dominantes regroupant toutes les sensibilités politiques de la bourgeoisie, et ce depuis la droite la plus traditionnelles comme Álvaro Alsogaray, qui appelait à éliminer « les soviets dans les entreprises » ou les radicaux argentins de l'UCR qui demandaient à ce qu'on en finisse avec la « guérilla d'usine ». La dictature génocidaire argentine, à l'origine des trente mille disparu(e)s, a liquidé physiquement la génération combative à l'origine des luttes des années 1970. Elle n'a pas pu néanmoins en finir définitivement avec la tradition des organisations de base enracinée dans l'imaginaire ouvrier. C'est dans les années 1990, [pendant la présidence Ménem, à la suite du « retour à la démocratie » en 1983], sur la base des lois de flexibilisation et de précarisation du travail, que les Commission Interne ont cessé d'être des organismes qui unifiaient l'ensemble du corps salarié au sein des entreprises. C'est d'ailleurs dans le secteur de l'alimentation avec l'arrivée en force des multinationales plus que dans n'importe quelle autre branche de l'économie qu'a augmenté le poids des travailleurs précaires et le rôle joué par les agences d'intérim. Ce n'est pas un hasard si à l'époque c'est Rodolfo Daer, leader du syndicat de l'alimentation, pur produit du ménémisme et de la défaite ouvrière que représente le néolibéralisme, qui arrive à la tête de la CGT. C'est

¹ Lors de la grève totale du métro de Buenos Aires du 29/09, décidée en assemblée, la bureaucratie de l'UTA, opposée au Corps de Délégués a provoqué des incidents avec ses gros bras afin de discréditer l'action, et ce sans succès. Le Corps de Délégués qui dans les faits dirige le métro de Buenos Aires et dont les représentants sont démocratiquement élus par les salariés des différentes sections, équipes et ateliers, exige d'être reconnu en tant que structure représentative des travailleurs, ce que le gouvernement lui refuse, au profit de la bureaucratie de l'UTA [NdT].

en cela que l'on peut analyser à sa juste valeur l'apparition chez Kraft d'un Corps de Délégués composé de plus de quarante travailleurs élus directement par les travailleurs de tous les ateliers, sections et équipes qui se succèdent en 3x8 dans l'usine de General Pacheco. La réaction violente du patronat américain a lieu au moment où les multinationales et les grandes entreprises des principaux secteurs industriels s'appêtent à affronter la reprise ponctuelle en produisant autant avec beaucoup moins de personnel et en intensifiant les rythme de travail. Voilà qui est bien entendu incompatible avec la démocratie d'usine qu'implique l'existence de Commissions Internes combattives et de Corps de Délégués. Voilà l'enjeu central de cette lutte ouvrière qui attire sur elle toute l'attention du pays.

Une situation favorable à l'émergence d'un nouveau courant politique au sein de la classe ouvrière

De Moyano à l'avocat de Kraft en passant par les journalistes des principaux organes de presse, tous sont d'accord pour attaquer les délégués de Kraft-Terrabusi, coupables selon eux d'être « politisés » et de « faire de l'idéologie », et ce en raison de l'influence de la gauche radicale au sein de l'usine et de son « intransigeance ». Cette opération répond à la nécessité d'empêcher que la force qu'est en train de démontrer la classe ouvrière et ses organisations de base n'avance pas comme force politique indépendante. L'objectif est de dépolitiser l'expérience qui commence à représenter une nouvelle génération de la classe ouvrière. Car cette situation n'est pas propre à Terrabusi. Il en va de même dans d'autres secteurs qui connaissent des processus similaires de lutte et d'organisation, mais aussi

au sein de syndicats qui ont commencé à se politiser au même rythme où la situation politique nationale commençait à se tendre entre gouvernement et opposition de droite. L'irruption de la classe ouvrière sur le devant de la scène politique nationale qu'orchestre la lutte de Kraft pose la question de la possibilité que des dizaines de milliers de travailleurs suivent le même chemin que ceux de Kraft-Terrabusi et opèrent un virage radical à gauche.

Il semble toujours plus nécessaire de mettre sur pied un grand courant national au sein du mouvement ouvrier qui réunisse les délégués combattifs et les organisations antibureaucratiques afin de combattre sur les lieux de travail afin d'étendre l'expérience des Commissions Internes et des Corps de Délégués avec liberté absolue de tendance pour les partis qui participent à la lutte de la classe ouvrière. La proposition du PTS consiste à impulser, sur la base de organisations combattives qu'il dirige et de ses dirigeants antibureaucratiques, un mouvement politique pour un Parti des Travailleurs, pleinement indépendant des différentes fractions du patronat, qui ne se trouvent pas à la remorque des organisations patronales de l'UIA ou de la Copal comme c'est le cas de la CGT ni même de la Table ronde agraire [Mesa de Enlace agraria, regroupant les secteurs liés à la bourgeoisie agraire] comme c'est le cas pour certains secteurs de la CTA, du centre gauche et même de la gauche radicale pour ce qui est du CCC-PCR et du MST de Ripoll. Il s'agirait d'un parti du monde du travail qui sache affronter la répression et les pièges de la conciliation de classe, qui cherche à construire une alliance avec les secteurs populaires et le mouvement étudiant sur la base d'un programme exigeant que la crise capitaliste soit payée par les capitalistes eux-mêmes.

Échos de boîte : rencontre avec les travailleurs de l'équipe de nuit

À la sortie de l'usine les travailleurs s'arrêtent pour discuter¹. Ils semblent exténués. « On nous met énormément la pression en ce moment » dit l'un d'entre eux. « On nous oblige à faire des heures sup alors qu'on n'est pas obligés d'en faire, poursuit un jeune ouvrier. La vérité, c'est que les patrons commencent à sentir les effets de la lutte et du mois de grève, et fait pression pour que l'usine produise plus ».

Tout est rentré dans l'ordre dans l'usine ?

La pression patronale pour que l'usine produise plus, augmente. Les policiers à

l'intérieur de la boîte, la relayent. Cela a pour effet d'augmenter la nervosité et la colère des ouvriers. « Beaucoup de collègues commencent à souffrir psychologiquement, commente un travailleur, et les tendinites et les problèmes physiques augmentent également. On a tendance à demander beaucoup plus à aller à l'infirmerie. Le corps ne peut pas résister. Et en plus maintenant des types bizarres ont fait leur apparition. Ils sont habillés comme nous, avec les mêmes bleus de travail, mais ça se voit qu'ils n'ont aucune idée de ce qu'est le boulot. Par contre ils passent leur temps à nous surveiller, pour pas qu'on s'arrête une seconde ».

¹ Extraits de plusieurs articles de la section « Mundo Obrero » de *La Verdad Obrera* n°346, Buenos Aires, 07/10/09.

État de siège

La police continue à patrouiller à l'intérieur de l'usine. Elle a pris place dans le club des employés où l'on a monté une vraie caserne avec des lits pour une centaine de policiers. « A l'intérieur de l'usine, dit un ouvrier, on a l'impression que c'est l'état de siège. Il doit au moins y avoir trois cents flics qui se remplacent lors des changements d'équipe, avec la police montée, une unité d'infanterie, la brigade canine, et maintenant ils en ont même mis en civil le long des lignes de productions pour nous fliquer ».

Dehors et dedans

« Dans ce cadre, quel est l'état d'esprit des ouvriers ? » demandons-nous. « Beaucoup de colère, beaucoup d'indignation mais aussi beaucoup d'impuissance nous répond-on. Les collègues veulent faire quelque chose, se battre. Ils ne supportent pas la situation. Mais il faut qu'on réfléchisse bien à ce qu'on doit faire, mesurer la riposte. Il faut coordonner nos forces, entre ceux qui sont dehors, licenciés ou mis à pied, et ceux qui sont dedans. Il faut surtout pas qu'on se presse et qu'on réponde n'importe comment. Eux aussi, les patrons, commencent à avoir des problèmes ».

Quelques sourires

« On sait que dans les supermarchés ils sont en train de gueuler contre Kraft, dit un des délégués licenciés, et ils demandent à être livrés. Kraft a des engagements à l'égard de certaines chaînes de supermarché et il faut qu'ils les respectent, sinon ils vont disparaître des rayons ». Devant le café où nous nous trouvons on voit un camion de livraison s'arrêter. Le chauffeur décharge quelques cartons de biscuits et *d'alfajores* pour la supérette d'à côté. On lui demande si c'est des biscuits de la marque Terrabusi. « Ça fait dix jours que rien n'arrive de Kraft » répond-il. Les travailleurs sourient. Le chauffeur du camion aussi.

Poke intervient

La production a donc repris et l'entreprise continue à être militarisée. C'est dans ce contexte que Javier Hermosilla, celui que tout le monde appelle Polke dans l'usine, délégué licencié de la Commission Interne, nous parle de comment il voit la situation. « L'équipe de nuit a réussi à réaliser une assemblée à la sortie de la boîte qui a témoigné d'un fort sentiment de colère. On y a

discuté des mesures qui pouvaient être prises pour mettre un frein à l'arrogance des patrons et à l'augmentation des rythmes de travail. Ils ont augmenté les cadences et écourté les temps de pause pour se reposer et aller aux toilettes ».

Courrier interne et heures sup'

C'est dans ce cadre qu'a fuité le contenu d'un courrier interne de l'entreprise où la gérance prétend faire signer aux ouvriers un nouveau règlement interne. « Ils n'ont pas réussi à le faire jusqu'à présent mais dans les faits ils commencent à l'appliquer. Ça montre bien la considération qu'ils ont des droits des travailleurs » soupire Poke. La Commission Interne vient de porter cette situation à la connaissance du ministère du Travail.

« En ce moment, poursuit Poke, les copains refusent de faire des heures sup'. Ça a été le cas le week-end dernier par exemple. Les patrons voulaient faire partir cinq lignes de production samedi et au bout du compte il n'y en a qu'une qui a fonctionné. Pour l'instant leur plan échoue. Pour ce week-end [10-11 octobre, NdT] ils comptent faire la même chose, mais on va répondre par une campagne d'affichettes à l'intérieur de la boîte demandant aux travailleurs de continuer à être solidaires des travailleurs licenciés et à ne pas faire d'heures sup' ».

L'AG, une image déformée de la réalité ouvrière ?

Tout le monde parle maintenant de la question d'une nouvelle représentation syndicale des travailleurs, dans les journaux, à la télé, sur les lieux de travail. Pour Mario Wainfeld, [journaliste à *Página/12*, un journal de centre-gauche proche du gouvernement] et pour Héctor Recalde, [député kirchnéristes de Buenos Aires et ancien avocat de la CGT], cette nouvelle structure présenterait des failles et « une AG peut aussi très mal refléter l'état d'esprit plus général des



ouvriers au profit de petits groupes organisés et radicalisés » disent-ils. Mais pourquoi alors les patrons les interdisent, les bureaucrates syndicaux les fuient comme la peste ou envoient leurs hommes de main pour les dissoudre à coup de matraque quand les ouvriers en organisent ? Pourquoi y a-t-il tant de flics à cheval et avec des chiens à l'intérieure de l'usine Messieurs Wainfeld et Recalde ?

Que signifie cette nouvelle représentation ouvrière ?

« Quand les travailleurs en ont la possibilité, dit Poke, ils élisent des copains qui les représentent réellement et qui ne les trahissent pas. On assiste à un nouveau phénomène de représentation ouvrière qui surgit par en bas, de la base prolétaire, où l'extrême gauche gagne du poids. Il s'agit d'une nouvelle représentation ouvrière qui n'est ni corrompue ni vendue et qui répond aux intérêts des travailleurs et n'agit qu'en fonction des décisions que l'on prend tous collectivement en AG. C'est une représentation ouvrière qui n'agit pas de manière verticale mais de bas en haut, avec la participation et en s'appuyant sur l'action des travailleurs. C'est pour ça que quand les travailleurs peuvent se réunir, ils élisent des délégués qui défendent leurs intérêts de classe ».

« En plus, poursuit Poke, dans une AG il y a débat et on voit bien quelles sont les positions de chacun. Et avec l'AG, on réfléchit, on demande à ce que tous participent, à ce que tout le monde participe réellement. Et c'est un des meilleurs moyens pour unifier et se bagarrer contre la fragmentation des travailleurs à l'intérieur des usines et des entreprises. C'est une forme de représentation réelle, où l'on décide de manière directe et pas par l'intermédiaire d'un appareil bureaucratique ».

La proposition des ouvriers de Zanon

« Comment la lutte de Kraft-Terrabusi s'insère-t-elle dans l'appel des ouvriers de Zanon ? » demandons-nous. « La proposition des copains de Zanon est très bonne », conclut Poke. « En ce qui me concerne je fais partie d'un courant au sein du syndicat de l'alimentation qui s'appelle « Desde Abajo » [Par en bas]. Je pense que cela fait déjà un certain temps que l'on se bagarre pour les salaires, les emplois, les conditions de travail, etc., mais il y a des problèmes encore plus importants à l'extérieur des boîtes et qui concernent l'Etat, la société. Les problèmes ne finissent pas lorsque l'on sort de l'usine. Ils recommencent de plus belle. Mais ce sont des problèmes politiques. C'est pour cela que l'appel des copains de Zanon est extrêmement important, tout comme le fait qu'on commence à construire une expression politique des

travailleurs qui aille au-delà des grilles d'enceinte des entreprises. Le Syndicat des céramistes de Neuquén est une référence de lutte et un exemple de démocratie ouvrière, de représentation non seulement syndicale mais aussi politique ».

Kraft s'acharne contre l'équipe de nuit

Produire toujours plus, et avec moins de travailleurs. Voilà le maître-mot chez Kraft. « La nuit, dit Oscar Coria, un des délégués d'atelier lui aussi licencié et membre du courant « Desde Abajo », on est à peu près six cents. C'est-à-dire qu'on est beaucoup moins que dans les deux autres équipes. Et les patrons continuent à s'acharner contre nous. Il n'y a qu'à voir ce qu'ils font contre Javier Hermosilla, contre Poke, ou contre les délégués d'atelier, comme moi, qui ont été élus par les collègues ».

Despotisme patronal

Bien entendu, sans représentants syndicaux, le rouleau compresseur patronal aurait la voie libre. « Ici, chez Kraft, 300 travailleurs ont été licenciés en décembre. Aujourd'hui avec les derniers licenciements il y a 160 travailleurs de moins. La direction essaie de détruire encore plus de postes de travail de manière à pouvoir aller vers une entreprise avec deux équipes à douze heures. C'est un des enjeux centraux du conflit actuel, qui implique également la liquidation de toute organisation syndicale de base ».

AG à la sortie de l'usine

Un des traits fondamentaux de l'équipe de nuit c'est l'AG et la participation active des travailleurs. « Il existe ici une tradition qui s'est installée chez les travailleurs et les travailleuses, poursuit Oscar. Désormais l'AG ainsi qu'une reconnaissance des délégués qui représentent réellement les ouvriers fait partie de l'attente des travailleurs. Et ça, ça continue à être très présent. Les copains de l'équipe de nuit ont fait une assemblée où ils ont débattu et ils ont résolu de demander à la Commission Interne une réunion afin de lui faire connaître l'inquiétude actuelle qui est palpable tout au long des lignes de productions, et également afin de demander que tout soit mis en œuvre afin que tous les licenciés soient réintégrés, en mettant un accent particulier sur le cas de Hermosilla ».

Plus personne ne se tait

Le jour commence à poindre et Oscar Corria conclut par ces quelques mots : « l'acharnement patronal est toujours plus explicite, ça se voit jour après jour. Il est impossible de convoquer et de réaliser une assemblée dans l'usine. Il y a quelques jours une déléguée a essayé d'organiser

une AG afin d'informer les travailleurs de la situation actuelle et les flics l'en ont empêchée. Ils voulaient même la vider de l'usine. Ce sont ses collègues qui l'ont sauvée, en s'interposant. C'est pour cela aussi que la colère commence à monter. Ce n'est pas seulement une question de colère et

de rébellion. Il faut voir maintenant à quel rythme tout ça va se développer. Mais ce dont on est sûrs, c'est que désormais les AG font partie du paysage de l'usine, et que la voix des travailleurs ne se taira jamais ».

Du pain, des biscuits et du travail. La parole est aux ouvrières licenciées

par Elisabeth Contrera¹

Les témoignages de ces quatre femmes en lutte contre les conditions de travail insupportables imposées chez Kraft et les licenciements en cours sont une chronique de la dignité retrouvée et de la logique perverse qui se vit quotidiennement au sein de l'usine au début du XXI^e siècle. La majorité des travailleurs de l'usine sont des femmes et la plupart d'entre elles sont celles qui subviennent centralement aux revenus du foyer.

Gisela : « Je ne perçois plus mon salaire depuis le 18 juillet »

Gisela porte le blouson bleu avec le logo blanc de Kraft Foods. « Nous portons l'uniforme de l'usine pour faire taire ceux qui prétendent qu'il n'y a plus de travailleurs ici [parmi ceux et celles qui participent au piquet permanent devant l'usine] » affirme-t-elle fièrement. Elle fait partie des employées licenciées et de celles qui se mobilisent activement devant et autour de l'usine. Comme les 160 autres elle a reçu un télégramme lui notifiant son licenciement à la suite de la manifestation massive qui réclamait une journée de « grand nettoyage » en plein pic de grippe A, en juillet. Elle ne réclame pas d'indemnités de départ mais simplement de retrouver son poste dans l'usine. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'elle manifestait elle aussi il y a quinze jours, le 25 septembre, et qu'elle ne doit son salut qu'aux caméras de télévision derrière lesquelles elle s'est cachée. C'est pour cette même raison qu'elle est décidée à rester devant la grille de l'usine jusqu'à ce que tous les ouvriers licenciés aient été réintégrés.

Gisela avait 20 ans lorsqu'elle a commencé à travailler à l'usine, envoyée par une agence d'intérim. « Pendant la première année de mon contrat j'ai fait le boulot de deux

personnes. Comme j'étais nouvelle et que je ne connaissais pas le système je n'ai rien dit. Un jour j'en ai eu assez et je me suis plaint, et avec l'aide des délégués syndicaux nous avons été titularisées, moi et beaucoup d'autres collègues » se rappelle-t-elle. Au moment de son licenciement elle travaillait à l'emballage des *alfajores*.

Aujourd'hui elle n'est pas seulement sans emploi. Elle souffre également des séquelles liées au travail. « J'ai une tendinite à chaque bras. C'est une douleur insupportable qui s'accroît les jours de pluie » raconte-t-elle. « Au bout d'un moment le corps est fatigué de travailler en essayant de suivre le rythme des machines », dit-elle en soupirant.

La direction n'aurait pas pu te changer de poste ou te confier des tâches moins dures ?
« Oui, ils m'ont donné quelques fois des tâches moins éprouvantes pendant deux ou trois mois, mais au bout du compte, ils me renvoyaient toujours vers mon poste d'origine. Lors de la dernière visite médicale le docteur m'a dit que j'étais jeune et que je pouvais continuer sur le même poste ».

Le salaire de la jeune fille représente l'unique source de revenu de sa famille, soit six personnes : ses parents ainsi que trois sœurs, plus jeunes qu'elle. « Je ne perçois plus mon salaire depuis le 18 juillet bien que je sois normalement couverte par la convention collective qui oblige l'entreprise à payer les salaires et les indemnités de licenciements ». Gisela est allée manifester vendredi dernier en compagnie de deux de ses sœurs. La veille de cette interview, Kraft a annoncé lors des négociations avec le syndicat au ministère du Travail la réintégration de 30 des 86 ouvriers licenciés. En opposition à cette proposition, exigeant la réintégration de l'ensemble des licenciés, les travailleurs ont réalisé un nouveau blocage de l'autoroute.

¹ E. Contrera, « Pan, galletitas y trabajo », publié sur *Las 12*, supplément dominical de *Página/12*, Buenos Aires, 09/10/09.

Gisela veut retrouver son poste de travail, elle ne veut pas entendre parler d'indemnités de licenciement ni de négociations avec la direction. « Kraft a toujours fait la même chose. Pendant les mois où l'on produit le plus, entre février et août, la direction embauche une centaine d'employés et après août elle en licencie le même nombre. L'entreprise en profite bien entendu pour virer les ouvrières qui ont le plus d'ancienneté celles qui ont des problèmes de santé, des tendinites, des varices, des hernies discales, enfin toute un certain nombre de problèmes liés au boulot » conclut-elle.

María Teresa : « On est restés quarante-deux jours dans l'usine. On voyait nos enfants et notre famille à travers la grille »

María Teresa Rosario est une des ouvrières licenciées également. Elle est dans l'usine depuis bientôt dix-huit ans, et cela fait quatorze ans qu'elle est déléguée syndicale. « A l'intérieur de l'usine il y a un grand malaise. dit-elle. Il y a déjà eu des incidents entre les travailleurs et les flics qui sont postés dans l'usine. Un groupe d'ouvriers a par exemple essayé de vider un policier qui déjeunait à la cantine car ils l'avaient reconnu comme l'un de ceux qui avaient cogné le plus dur contre les grévistes pendant la répression ». Comme Gisela, María Teresa porte aussi le blouson bleu à logo blanc de Kraft Foods.

Comment a débuté le conflit ? Qu'est-ce qui a mené à la répression du mouvement ?

« On comprend toujours pas comment tout ça a pu finir à coups de matraques et de balles en caoutchouc, confie-t-elle. Ça a été horrible. Tout a commencé en fait quand on a demandé à ce que l'entreprise adopte des mesures concrètes afin d'éviter la propagation de la grippe A. Le gouvernement avait déclaré l'état d'urgence sanitaire, le gouvernement provincial avait avancé les vacances d'hiver [austral] pour les enfants, mettait en congé les travailleurs du secteur public, et ici, chez Kraft, rien ne se passait. Certains travailleurs avaient la grippe, mais les médecins de l'entreprise nous demandaient juste de ne pas paniquer. Pour te dire, il n'y avait même pas de savon ou de solution hydro-alcoolique dans les vestiaires. Rien du tout ».

Les travailleurs ont donc demandé une semaine de congé que l'entreprise leur a bien entendu refusé. Ils se sont réunis en AG et ont décidé d'appeler à une grève et à une manifestation afin de défendre leurs

revendications. « On avait également demandé à ce que soit fermée la garderie, poursuit María Teresa. Plus de deux cents enfants de collègues en CDI y sont accueillis tous les jours. L'entreprise a dit aux mères qu'elle pouvaient rester chez elles avec les enfants, mais qu'en aucun cas elles n'auraient touché leur salaire ».

A la suite de la grève l'entreprise a cédé et a fini par concéder deux jours de congé. La mauvaise surprise devait avoir lieu au retour : 160 lettres de licenciement. 74 travailleurs ont accepté le licenciement en échange du paiement d'indemnités. « C'est alors que des collègues m'ont appelée pour savoir quoi faire. On a fait une AG et on a décidé de rentrer dans l'usine, même si certains étaient licenciés. On est restés quarante-deux jours dedans, on n'a pas bougé. On voyait nos enfants et notre famille à travers les grilles ».

A la suite de l'opération de police du 25 septembre les ouvriers ont été délogés. « Pendant qu'il me frappait, conclut María Teresa, un policier me criait 'alors, voyons voir si tu peux parler sans ton mégaphone maintenant sale connasse !', et il me traitait 'd'ouvrière', comme si c'était une insulte. Après ils nous ont enfermé dans un fourgon pendant trois heures. Ils nous ont interrogés dans les locaux de l'usine qu'ils avaient transformés pour l'occasion en commissariat géant.

Yamila : « Pourquoi avoir dépensé autant de fric pour l'opération policière alors qu'on nous paie même pas nos arriérés de salaire ? »

Pendant que les occupants étaient frappés par les flics à l'extérieur d'autres ouvriers et ouvrières courraient dans tous les sens afin d'échapper à la police. Yamila était parmi eux. « Ils m'ont tiré dessus avec des balles en caoutchouc et ils m'ont touché à la jambe. Maintenant j'ai beaucoup de mal à marcher ». Yamila non plus n'arrive pas à croire ce qui s'est passé pendant la répression. « Je n'aurais jamais cru que l'entreprise était capable de faire une chose pareille ». dit-elle en secouant la tête, encore incrédule. Elle n'avait pas été licenciée d'ailleurs mais elle estimait juste qu'elle devait être présente aux côtés de ses collègues qui eux avaient été licenciés. Son courage a d'ailleurs été récompensé par l'entreprise puisqu'à la suite des incidents elle a reçu une lettre de la direction lui annonçant qu'elle était mis-à-pied pendant quinze jours, comme trente-cinq autres de ses collègues. « L'entreprise affirme que nous sommes dangereux pour le reste des salariés et pour les machines » dit-elle en lisant le télégramme.

Yamila a vingt-deux ans et cela fait trois ans qu'elle travaille à l'emballage des biscuits Variedad. « C'est vraiment pas simple parce que la machine va très vite. Au bout du compte tu finis par avoir des ennuis de santé parce que tu ne peux pas t'asseoir et il faut que tu sois synchro avec le rythme de la machine ». Une des revendications que devaient présenter les déléguées qui ont été licenciées était justement une chaise pour les ouvrières et un allongement des pauses repos.



Yamila se montre très inquiète également pour ce qui se passe à l'intérieur de l'usine en ce moment. « La situation est très tendue et les collègues nous disent que les cadences ont encore augmenté, que les chefs sont sur les dents, qu'ils disent aux collègues de bosser et de fermer leur gueule parce que de toute façon il n'y a plus de syndicat, plus de délégués ».

Il est deux heures de l'après-midi. L'équipe du matin cède la place à celle de l'après-midi. Les travailleurs se croisent quelques instants en entrant et en sortant, mais ils voient également leurs collègues licenciés qui sont à l'extérieur de l'enceinte. C'est l'occasion de s'embrasser mais parmi ceux qui se dirigent vers l'entrée de l'usine il y a ceux qui peuvent effectivement entrer et ceux à qui la police montée refuse l'accès, parce qu'ils ont été licenciés ou mis à pied. La manifestation des travailleurs licenciés commence peu après mais elle ne dure pas très longtemps car les manifestants se retrouvent rapidement bloqués par trois cents policiers.

En tête de la manifestation on voit des travailleurs de Kraft, des amis, des parents, des étudiants et des militantes féministes. Une question est sur toutes les bouches : « pourquoi, au lieu de dépenser tout cet argent pour maintenir tous ces policiers dans l'usine

on ne paie pas les salaires des travailleurs que certains ne touchent pas depuis juin ? ».

Silvia : « Les femmes portent sur leur corps les stigmates d'un travail profondément insalubre »

Parmi les militantes féministes ont retrouvé Silvia Pesce, du courant Pan y Rosas¹. « Ce sont les femmes qui supportent les conséquences les plus graves de la crise économique, ce sont elles qui portent sur leur corps les stigmates d'un travail profondément insalubre, ce sont elles qui gagnent moins que les hommes en moyenne ».

Selon les chiffres que nous ont communiqués les déléguées, sur les 2700 salariés de l'usine de Pacheco, 65% sont des femmes. Sur les 160 travailleurs licenciés mi-août, 30 à 40% sont également des femmes. « L'entreprise a aussi licencié énormément de travailleurs en CDD ce qui fait que de nombreuses travailleuses doivent maintenant faire le boulot de deux ou trois ouvriers » continue Silvia.

Silvia est assistante sociale et vit pas très loin de l'usine, à un kilomètre et demi. Depuis juillet dernier elle passe le plus clair de son temps devant les grilles de l'entreprise. Alors que le conflit ne faisait pas encore la une des journaux elle et les militantes de Pan y Rosas s'activaient déjà pour organiser la solidarité. Elles ont frappé à de nombreuses portes avant de trouver des gens disposés à les écouter.

Silvia était présente également le jour de la répression. Elles étaient une quinzaine, à courir à perdre haleine, poursuivies par la police montée. « Toute l'usine était pleine de policiers. Il y avait quinze cars de gardes mobiles, encore plus de gendarmerie. On nous a tiré dessus à coups de balles en caoutchouc. On n'avait aucune idée de ce qui se passait à l'intérieur de l'usine. C'était vraiment angoissant ».

Gisela n'a plus de travail. Elle et sa famille survivent grâce au fonds de grève. Elle était la seule à avoir un emploi à la maison. Mais pour les êtres qu'elle aime, pour sa famille, elle n'a pas le droit de baisser les bras. Yamila a été mis à pied pendant quinze jours. Elle espère qu'elle pourra rentrer à nouveau dans l'usine après ce délai. Pendant ce temps elle continue à manifester à l'extérieur de l'usine. María Teresa a été licenciée. Elle veut rentrer à nouveau dans l'usine. Pas simplement pour elle d'ailleurs, mais également pour les centaines de femmes qui lui ont fait confiance au cours de tant d'années, au cours des quatorze dernières années qu'elle a passé à travailler et à être leur déléguée syndicale.

¹ www.pyr.org.ar [NdT].

Kraft, un drapeau pour l'ensemble du monde du travail

Éditorial de *La Verdad Obrera* du 14 octobre,
peu avant la décision de réintégration de Javier « Poke » Hermosilla

par Manolo Romano et Ruth Werner¹

La lutte ouvrière de Kraft en défense de ses délégués et pour la réintégration de l'ensemble des travailleurs licenciés se situe à un tournant. Chaque fois que les délégués [ayant été par la force des choses temporairement réintégrés] sont à nouveau rentrés dans l'usine, les 2.600 ouvriers et ouvrières l'ont vécu comme une victoire. Non seulement ils ne supportent plus le flicage policier à l'intérieur de l'entreprise mais les images transmises par toutes les télévisions du pays de Javier « Poke » Hermosilla faisant son retour dans l'usine [mardi 13 octobre] a généré une énorme vague de sympathie au sein du monde du travail qui suit avec attention l'évolution du conflit. Mais contre la lutte des Kraft qui a acquis désormais une dimension nationale c'est tout le patronat, l'ambassade américaine, le ministère du Travail et la direction du syndicat de l'Alimentation de Daer qui conspire sans relâche. Plusieurs manœuvres sont en cours actuellement afin d'essayer de limiter l'impact du coup que l'entreprise étasunienne a reçu après près de deux mois de lutte.

Ce que les médias ont appelé « la bataille de Terrabusi » est devenu un symbole et un drapeau pour l'ensemble de la classe ouvrière. Ce n'est pas un hasard si l'offensive que prétendait lancer Kraft contre les travailleurs est désormais analysée avec attention par les milieux patronaux. En effet, si la discussion fait rage chez les « experts » au sujet des différentes hypothèses de reprise en Argentine pour 2010, la revue *Fortuna*, dans un article de son numéro de début octobre, « El efecto Kraft », souligne cependant que « les choses ne vont certainement pas s'améliorer sur le terrain du chômage ». C'est-à-dire que les patrons s'approprient à produire plus avec des équipes plus réduites. Pour ce faire ils ont besoin que ce soient les syndicats eux-mêmes qui contiennent les luttes salariales à des niveaux de revendication inférieurs au taux d'inflation réel. Comme le déclare d'ailleurs l'avocat de l'UIA Funes de Rioja « dans un pays disposant d'un modèle syndical tel que le nôtre, avec des syndicats disposant d'un statut légal particulier et ayant le monopole de la représentation syndicale, il est logique que l'on essaye d'établir un dialogue organique. Quand je parle de dialogue organique je me réfère bien entendu à un dialogue entre les entreprises et les

syndicats reconnus. (...) Mais s'il y a des syndicats reconnus, il existe aussi des expressions syndicales parallèles et ça, ça complique énormément la vie des entreprises... ».

Comment peut-on lutter pour la « liberté syndicale » ?

Le « modèle syndical » actuel structure à partir de l'Etat l'organisation de la vie syndicale, et ce à partir de la loi 23.551 qui établit les mécanismes garantissant le contrôle des organisations syndicales par la bureaucratie. C'est elle qui gère les fonds sociaux destinés à la Sécurité sociale ainsi que les énormes sommes d'argent qu'impliquent les retenues automatiques sur salaire liées aux cotisations syndicales obligatoires. C'est elle qui nomme les commissions ad hoc lors des élections syndicales [afin de les contrôler et d'empêcher que les oppositions ne s'expriment] et qui essaie d'empêcher l'organisation de Corps de Délégués et de Commissions Internes qui la remette en question. C'est bien la CGT qui accapare le monopole de la représentation syndicale auprès des institutions et des organisations patronales.

La CTA, [le second syndicat argentin, un peu plus « à gauche » que la CGT, NdT], s'est révélé parfaitement impuissant à affronter cette situation. Comme le reconnaît un de ses principaux leaders, Hugo Yasky, « nous avons eu la preuve de cela lorsque Ford a mis à pied un syndicaliste qui avait été élu comme représentant de la CTA. Malgré toutes les actions qui ont été menées, il n'y a eu aucun moyen de le réintégrer ». Mais que propose donc la CTA face au monopole syndical de la CGT ? L'écartement individuel à la centrale syndicale « alternative ». Mais si l'on prend le cas du délégué CTA de chez Ford, une usine liée au syndicat de l'automobile Smata, affilié à la CGT, qui d'autre aurait pu le défendre si ce n'est ses milliers de collègues, comme l'ont fait d'ailleurs les 2.600 ouvriers de Kraft lors du conflit en défense des travailleurs et des délégués licenciés ? Le cas de Kraft démontre ce qu'est la force de la démocratie d'usine et d'un Corps de Délégués de 40 représentants de l'ensemble des équipes et des ateliers de l'usine de Pacheco. La démocratie d'usine a fait montre de sa force face au grand patronat et à la bureaucratie syndicale.

¹ M. Romano et R. Werner, « Kraft plantó una bandera para toda la clase trabajadora », éditorial de *La Verdad Obrera* n°347, Buenos Aires, 14/10/09.

L'étape qui s'ouvre actuellement est une situation au cours de laquelle la lutte de Kraft est appelée à se poser à plus vaste échelle. La défense de la représentation syndicale de base sur les lieux de travail, ce que ne souhaitent ni le patronat ni la bureaucratie syndicale soutenue par les Kirchner, voilà un combat d'une première importance pour les 87% d'entreprises du privé où il n'existe pas même de délégués et où des millions de travailleurs sont à la merci du

despotisme patronal. Au contraire des directions syndicales fortement discréditées la cause des délégués de Kraft a su se gagner les faveurs de l'opinion publique populaire. Les éditorialistes et les analystes politiques de tous bords reconnaissent à présent que ce qu'ils ont pour habitude d'appeler des « conflits internes au monde syndical » représentent en fait le surgissement d'un mouvement de la base pour que les Commissions Internes et les Corps de Délégués puissent décider en fonction des mandats qui leurs sont délivrés en AG. Il s'agit d'un mouvement par en bas qui remet en cause le « modèle syndical » verticaliste et organisé par en haut.

Pourquoi la gauche radicale lutte de classe est-elle attaquée ?

Qui aurait pu dire il y a encore quelques semaines que le quotidien oligarchique et conservateur *La Nación* allait tomber d'accord avec Daer et Moyano, que ce même journal et ses lecteurs méprisent profondément d'ailleurs soit dit en passant, au sujet de l'accusation lancée par les deux syndicalistes à propos des « gauchistes » de Kraft.

Dans son édito du 11 octobre, « Kraft, un caso testigo » [Kraft, un cas emblématique], *La Nación* apporte sa contribution à la campagne réactionnaire visant à diaboliser les ouvriers. L'édito appelle d'ailleurs explicitement à réprimer les délégués de Kraft en raison de leur « idéologie radicalisée ». Plusieurs articles du journal soulignent d'autre part les liens entre certains membres de la Commission Interne et du Corps de Délégués avec le PTS.

Quel est le point commun entre les bonzes syndicaux liés au gouvernement et l'un des journaux les plus réactionnaires de l'opposition de droite, ferme partisan des grands patrons du soja



transgénique argentin ? Pour les uns comme pour les autres les représentants syndicaux ont le droit d'exister tant qu'ils sont péronistes, radicaux, ou soi-disant « apolitiques ». En revanche s'ils sont d'extrême gauche, alors il faut les réprimer. C'est un saine instinct de classe qui guide le jugement de ces messieurs. Les délégués d'extrême gauche sont l'objet de toutes les attaques possibles car ce sont des dirigeants qui ne sont pas prêts à se vendre et qui défendent pied-à-pied les intérêts des travailleurs.

La lutte de Terrabusi a ouvert un processus qui est en train de murir dans la conscience de franges importantes de la classe ouvrière. Il s'agit maintenant de se bagarrer dans toutes les usines et toutes les entreprises afin de structurer des Commissions Internes et des Corps de délégués au sein desquelles puissent intervenir sans entraves les partis qui participent aux luttes du monde du travail. Il s'agit maintenant de se bagarrer afin que tous les secteurs antibureaucratiques se coordonnent pour organiser le combat. Mais à l'inverse de ce que voudraient les patrons, les bureaucrates et le gouvernement qui prétendent dépolitiser le plus possible l'expérience de Kraft et sa lutte le combat se situe également au niveau politique. C'est en ce sens que les ouvriers de Zanon ainsi que le Syndicat des céramistes de Neuquén ont lancé un appel à une grande AG qui doit se tenir [samedi] 17 octobre à l'Hôtel [récupéré et autogéré] Bauen de Buenos Aires afin d'aller dans le sens d'un regroupement des organisations ouvrières antibureaucratiques, de lancer un courant politique syndical lutte de classe qui gagne du poids tant au sein de la CGT que de la CTA et d'ouvrir un débat sur la nécessité de construire un instrument politique, un parti de la classe ouvrière, basé sur ses propres organisations de lutte. Le PTS se propose de travailler de manière unitaire à l'organisation de cette importante rencontre en faveur de l'indépendance politique des travailleurs lancé par l'un des bastions de la lutte de classes en Argentine, Zanon.

On n'a pas été battus. Au contraire. On est plus forts !

Interview de Javier « Poke » Hermosilla, membre de la Commission Interne de Kraft

par Adriana Meyer¹

Dans l'usine on le connaît comme « Poke ». Quand il a commencé à travailler il y a dix ans dans ce qui à l'époque s'appelait encore Terrabusi et a été racheté par la suite par Kraft, ses collègues l'appelaient « Pokemon ». Javier Hermosilla, 32 ans, marié, trois enfants, a commencé à travailler à 14 ans dans l'industrie de la chaussure. C'est d'ailleurs dans une usine de confection qu'il a connu sa femme. Il est membre de la Commission Interne de Kraft dirigée par Ramón Bogado depuis 2005 et il s'est transformé en l'un des porte-drapeaux du conflit de Kraft Foods de Pacheco. Dans cette interview le dirigeant ouvrier, proche du PTS, nous explique comment selon lui les travailleurs n'ont pas été battus, mais sont au contraire sortis renforcés de cette bagarre.

Avant de commencer, tu trouves ça comment de travailler chez Kraft ?

Je travaille auprès d'un des seize énormes fours à biscuit. Le seul truc vraiment dégueulasse c'est l'odeur des essences qu'ils mettent dans les biscuits, du style le goût fromage qu'ils mettent dans les biscuits à apéro Club social. A part ça, ça va. C'est comme bosser dans une boulangerie géante.

Vous pouvez dire dans l'usine quand vous êtes membres d'un parti politique ?

Avec les collègues c'est possible. Le problème c'est les agents de maîtrise et la direction. Quand il y a des vagues de licenciement et qu'on sait que tu es militant, tu es le premier à être vider. D'ailleurs quand je suis rentré à l'usine, je n'ai même pas dit que j'avais suivi des cours de socio à l'Université de Buenos Aires (il rit).

Pourquoi est-ce que tu n'as pas publiquement démenti que vous n'êtes pas des fous furieux d'ultra-gauche comme l'ont dit le patronat, les médias, le gouvernement et les directions syndicales confédérales ?

Bien sûr que j'ai une idéologie et dans la situation actuelle le fait de lutter pour que soient appliqués les quelques lois dont disposent les travailleurs est intolérable pour ces gens-là. Le ministre Carlos Tomada nous a dit qu'on était « intransigeants » parce que [pendant les négociations avec Kraft après le 25 septembre, quand les travailleurs ont été

délogés], on refusait que 52 collègues restent sur le carreau. Ils cherchent également à nous discriminer en disant qu'on est politisés. Quand un travailleur est péroniste ou radical, on ne lui dit pas la même chose. La manière dont on cherche à nous discriminer, c'est en fait un moyen de nous isoler, en vue de nous réprimer.

D'un point de vue légal tu n'as plus le droit de rentrer dans l'usine, n'est-ce pas ?

En fait c'est faux. L'entreprise a réussi à trouver un juge qui pense également, comme elle, que je suis un obstacle à l'accumulation du profit capitaliste. Ils me disent donc que je ne peux pas rentrer alors qu'une autre décision de justice, que voici, dit le contraire. Demain [le 13/10, NdT] je passe au tribunal [de San Isidro] et les copains vont se mobiliser pour m'accompagner. Tous les ans on se mobilise pour des augmentations salariales qui ne sont jamais suffisantes au bout du compte. Il existe un problème politique, au sujet du rôle de l'État, qui est là pour défendre une minorité. C'est le sens de la proposition du Syndicat des céramistes de Neuquén d'ailleurs, créer un modèle syndical qui soit l'expression politique de tous les problèmes du pays. Le syndicat [de l'alimentation] de Daer par exemple est fait pour gérer les fonds destinés à la Sécu comme s'il s'agissait de son propre compte en banque. Le ministère du Travail te dit, en ce qui le concerne, qu'il agit en tant que médiateur avec les patrons. Mais tout ça c'est faux, car il n'y a pas d'égalité réelle entre l'employeur et les ouvriers.



¹ A. Meyer, "No estamos derrotados sino fortalecidos", *Página/12*, Buenos Aires, 12/10/09.

Vous gagnez combien chez Kraft ?

Chez Kraft on touche en moyenne moins que dans le reste du pays, entre neuf et dix pesos de l'heure [soit environ deux euros, NdT], et ça nous fait des salaires qui tournent autour de 2.000 ou 2.500 pesos par mois. Les femmes ne peuvent pas travailler la nuit, c'est illégal. Donc pour qu'elles puissent travailler, le syndicat [de l'alimentation] a réussi à réduire depuis des années de moitié les heures considérées comme heures de nuit...

Dans quelle direction va le conflit ?

Le conflit va se résoudre en notre faveur. L'entreprise a déjà beaucoup manœuvré et à chaque fois ça s'est mal passé. Ils ont voulu briser la grève et ils n'ont pas pu. Ils ont voulu nous diviser et ils n'ont pas pu. On gagnera le conflit si on réussit à ce que tous les copains soient réintégrés. C'est pour ça que c'est très important que les délégués puissent rentrer à nouveau, car il y aura de la pression à l'intérieur avec la pression de l'extérieur.

Tu n'as pas peur de rester dehors, avec certains délégués d'atelier ?

Ça pourrait arriver. Le but de l'entreprise c'est de me discréditer auprès de mes collègues. Mais pour l'instant ça a produit l'effet inverse. Les copains sont très en colère parce que la direction ne me laisse toujours pas rentrer.

Il n'y a pas de risque que le conflit finisse par s'isoler ? Vous allez continuer avec les barrages routiers ?

C'est ce qu'a dit la Commission Interne. Les copains qui rentrent doivent se réorganiser, parce qu'à l'intérieur le potentiel ouvrier est énorme. C'est d'ailleurs ce dont témoigne le refus de l'entreprise et de Daer de proroger les mandats syndicaux des délégués de la Commission Interne [qui arrivait à expiration le 10 octobre]. Ils savent que le moral des travailleurs est intact et que dehors on est assez fort pour continuer à lutter. On n'a pas été battus. Au contraire. On est plus forts ! Le responsable des ressources humaines, Lopez Matheu, celui qui avait liquidé la Commission Interne chez Clarín et chez AGR, a disparu d'ailleurs...

Est-ce que comme l'ont dit certains, des groupes organisés de gauche ont menacé les travailleurs pour qu'ils fassent grève pendant le conflit en août et en septembre ?

Ce n'est pas possible que dans une usine où il y a des dizaines de dirigeants syndicaux [liés à Daer], avec des flics à l'intérieur, qu'un groupe de dix personnes fasse régner la terreur sur 2.600 travailleurs. Ça fait dix-huit ans que [les partisans de] Daer ne réussissent pas à gagner les élections internes. La dernière fois ils n'ont

même pas présenté de liste. Et même comme ça ils ont réussi à faire 300 voix. Il y a un autre secteur dans l'usine, un peu ambigu. Cette fois-ci ils ont fait front avec la direction de la boîte. Eux aussi ils ont perdu. La liste qu'on a présentée a gagné avec 1.400 voix. Au cours de deux AG [pendant le conflit] les chefs et certains syndicalistes de Daer sont apparus. L'AG a voté de ne pas les laisser participer. Malgré tout ils ont proposé de suspendre la grève. Ils ont perdu. Ils ont été traités de tous les noms... mais pas un seul biscuit n'a volé dans leur direction. Dans cette boîte, il y a eu une grève de plus d'un mois avec la participation de 2.600 ouvriers et ouvrières. C'est ça qu'ils veulent cacher.

A l'origine vous vouliez fermer l'usine en juillet en raison de la grippe A, n'est-ce pas ?

Une semaine de congé avait été demandée et l'entreprise avait refusé. Le syndicat avait alors proposé qu'on se mobilise vers les locaux où se trouvent les chefs et la Commission Interne a décidé d'appuyer. C'est comme ça qu'ils ont inventé cette histoire de séquestration et privation de la liberté. C'est un mensonge plus gros qu'une maison. En fait ils nous ont donné deux jours de congé, un week-end, et quand on est revenus le lundi rien n'avait été fait, rien n'avait été désinfecté. La colère a alors explosé et la Commission Interne s'est mise à la tête du mouvement. La direction refusait de fermer la garderie pour que les femmes continuent à bosser. Mais tout le monde avait peur que les mêmes attrapent la grippe A. L'entreprise a finalement fermé la garderie mais sans donner de congé aux mères des enfants, qui du coup ne savaient plus où mettre les mômes. Et puis cette histoire de séquestration, c'est un mensonge en bonne et due forme, destinée à liquider la Commission Interne et le Corps de délégués, licencier de manière sélective et en finir avec l'organisation de base. Pour ce qui est de l'occupation, là encore ils jouent avec les mots. On est restés dans l'usine pendant 36 jours, c'est tout.

La vice-ministre du Travail Noemí Rial a déclaré que les délégués n'étaient intéressés que par leur propre sort et que le conflit n'était en fait qu'un conflit au sein du syndicat de l'alimentation entre différentes tendances...

Complètement faux encore une fois. Si on veut rentrer, c'est pour renforcer la lutte en faveur de la réintégration de l'ensemble des licenciés.

Qu'est-ce qui va se passer si vos mandats syndicaux ne sont pas prorogés ?

On dénonce clairement une manœuvre de l'entreprise et du syndicat qui nous disent que notre mandat est caduque et qu'on ne peut pas le prolonger, comme ça se fait toujours, jusqu'à la tenue de nouvelles élections. Le ministère a déclaré qu'il ne pouvait rien faire. En fait, ce qu'ils

veulent surtout, c'est une usine sans direction syndicale. On sait aussi que la direction du syndicat de l'alimentation est en train de préparer des élections fantôme [sans la présence et le contrôle des délégués syndicaux actuels, de manière à pouvoir bourrer les urnes en toute impunité]. Une chose est sûre, c'est que si on se présente à ces élections, on bat Daer à plate couture.

Mais on a dit que Bogado et toi perdriez les élections, non ?

Ceux qui disent ça ne connaissent pas Terrabusi. Ça fait seize ans que l'opposition gagne les élections syndicales ici. Et la dernière fois, c'était avec l'appui de la majorité des travailleurs...

Kraft, fin d'une étape dans la lutte

Les articles suivants sont tirés de *La Verdad Obrera* du 22 octobre et font un premier bilan de l'accord signé et de la reculade de Kraft

Mercredi 14 octobre le ministère du Travail a fait une proposition que la majorité de la Commission Interne, à l'exception d'Hermosilla, était disposée à signer¹. Le projet d'accord prévoyait la réintégration de 40 travailleurs, laissant sur le pavé 53 autres, et ce sans que la liste des travailleurs réintégrés ne soit connue à l'avance et exigeant de surcroît une trêve sociale de deux mois à la CI au cours de laquelle cette dernière serait « reconnue » [puisque le mandat des délégués arrivait à expiration début octobre] mais impliquant qu'elle n'appellerait à aucun mouvement ou aucune AG pouvant entraver la production.

À la suite du premier échange au ministère la CI accepte d'en discuter avec les travailleurs licenciés réunis à l'extérieur. Au cours du débat, houleux, la majorité des travailleurs a refusé le projet d'accord et a demandé une suspension des négociations. Les travailleurs licenciés refusaient notamment que parmi les 40 réintégrations on ne sache pas s'il s'agissait véritablement des travailleurs licenciés ou simplement mis à pied. Ils refusaient également que ne soit pas envisagée la réintégration de l'ensemble des travailleurs mis à pied. Les ouvriers du PTS ont pour leur part proposé de refuser toute logique limitant la lutte pour la réintégration de tous ceux qui ne retourneraient pas à l'usine immédiatement, notamment la clause sur la « paix sociale » empêchant la tenue d'AG à l'intérieur ou à l'extérieur de l'usine pendant une période de soixante jours.

Des AG ont alors été alors organisées dans l'usine pour parler du projet d'accord et la majorité de la Commission Interne y a promis de s'en tenir au vote de l'assemblée des travailleurs licenciés. Ramón Bogado lui-même, [le principal dirigeant de la CI et militant du CCC et du PCR maoïstes] déclare le même jour que le projet d'accord ne sera ratifié « qu'à la condition que ne soient immédiatement réintégrés réellement les travailleurs licenciés et non ceux mis à pied

comme l'a envisagé à un moment la direction de Kraft. Nous sommes prêts, poursuit-il dans l'interview concédée à *La Nación* et publiée le 15 octobre, à accepter la paix sociale si cela implique la réintégration des ouvriers licenciés même s'il continue à exister un problème au sujet de 21 salariés qui continuent à ne pas pouvoir retourner à l'usine. Nous négocierons également pour ces collègues au ministère du Travail conclut-il, mais sans que cela n'implique de conflit. Si on nous fournit la liste des travailleurs réintégrés, et qu'on ne nous tend pas de piège, alors il y aura accord ».

Mais le piège a bel et bien été tendu et l'accord a bel et bien été signé contre la résolution votée par l'assemblée des travailleurs licenciés. Ce faisant, les dirigeants du PCR de la CI ont tout simplement renié leurs promesses.

Le jour suivant, le vendredi 16, coïncidait avec la convocation devant le tribunal de San Isidro de Poke Hermosilla au sujet de l'interdiction de pénétrer dans l'usine qui le visait et qui avait été suspendue durant trois jours afin de le mettre à l'épreuve. L'entreprise avait tout fait pour provoquer le délégué de l'équipe de nuit, y compris d'appeler en sous-main à une AG le vendredi à l'aube afin de le pousser à quitter son poste de travail. La manœuvre a échoué et l'inspecteur du travail a pu constater qu'Hermosilla restait à sa machine. Accompagné par des délégations composées de militants d'organisation de défense des droits de l'homme, de syndicats et d'organisations politiques solidaires ainsi que par ses collègues de travail, Hermosilla s'est donc vu notifié la levée de l'interdiction le concernant. Il s'agissait-là d'une défaite cinglante pour Kraft. Le motif du licenciement de celui que l'entreprise considérait comme « le plus dangereux des délégués » étant considéré comme caduque, il n'existait plus aucune justification possible au maintien des mesures de licenciement visant les autres travailleurs. C'était la première fois depuis des années qu'une multinationale voulant licencier des délégués syndicaux échouait à le faire. L'entreprise étant sur la défensive, c'était donc le moment ou jamais de lutter pour aller de l'avant, jusqu'au bout.

¹ «Kraft: final de una etapa», publié dans *la Verdad Obrera* n°348, Buenos Aires, 22/10/09.

La capitulation du vendredi 16

Lors de la reprise des négociations au ministère une liste des ouvriers réintégrés est communiquée aux délégués syndicaux. Il s'agit en fait de douze travailleurs licenciés, le reste, 28, étant composé de travailleurs mis à pied. De plus, l'entreprise prorogea de quinze jours la mise à pied des autres travailleurs accusés d'avoir pris part aux affrontements du 25 septembre. Le projet était donc parfaitement inacceptable puisqu'il s'agissait de l'exact contraire de ce qui avait été décidé en AG. En dépit de cela quatre des cinq délégués de la CI militant au CCC et au PCR signent. Poke Herмосilla s'y refuse, rejoint par Ramón Bogado qui ne voulait pas s'exposer aux critiques des travailleurs licenciés et de la base de Kraft. Son attitude inflexible ne dura cependant que quelques heures puisqu'au bout du compte il a fini par défendre l'accord signé et attaquer le seul délégué qui avait réellement refusé de le valider l'accord, Poke Herмосilla. Comme le souligne d'ailleurs *Página/12* en

reprenant les déclarations des ouvriers : « Le courant syndical 'Desde Abajo' [dirigé par Herмосilla à Kraft] a affirmé que l'accord signé par les trois membres de la Commission Interne viole le mandat conféré par l'assemblée des travailleurs licenciés qui avait rejeté le projet d'accord. Il s'agit d'un accord néfaste puisqu'il advient après la victoire consistant en la réintégration de Poke Herмосilla qui a démontré que les accusations sous-tendant les licenciements étaient montées de toutes pièces et qu'avec une image de Kraft profondément écornée il était possible de continuer à lutter pour la réintégration de l'ensemble des travailleurs licenciés. Si l'on refuse de faire parler en AG ceux et celles qui vont rester sur le carreau, alors les AG n'ont aucune légitimité. Les délégués qui ont signé veulent que les travailleurs licenciés abandonnent la lutte pour leur poste de travail ».

L'accord signé est effectivement réellement défavorable aux travailleurs. En premier lieu parce que la situation du conflit était très bonne pour les ouvriers et que l'entreprise était sur la défensive. Ensuite parce que le moral des travailleurs était plutôt bon [après le coup représenté par l'opération policière du 25 septembre] et que pour l'instant les travailleurs à l'intérieur de Kraft avaient recommencé à accumuler des forces et n'étaient pas usés par de nouvelles actions et de nouveaux débrayages. Il n'y avait donc aucune justification à signer un accord impliquant de laisser 53 travailleurs sur le carreau. La méthode consistant à signer des

accords en violant les résolutions des AG et les promesses faites par les délégués aggrave encore plus les choses parce que cela génère des divisions au sein des travailleurs. Une lutte qui a résisté à tant de manœuvres et de coups portée par l'entreprise, le gouvernement et la bureaucratie syndicale reçoit ainsi un très mauvais coup, mais porté cette fois de l'intérieur même de l'usine.



Jorge Penayo, dirigeant du PCR et membre de la Commission Interne de Kraft, annonçait lorsqu'il était devant par les caméras de télévision que l'accord allait être ratifié par les AG. Les AG des équipes du matin et de l'après-midi n'ont eu lieu que mercredi 21 octobre, soit cinq jours après la signature de l'accord au ministère. Les AG n'ont pas réuni la majorité des travailleurs et les travailleurs licenciés n'ont même pas eu droit d'y participer. Si environ 15% des travailleurs ont pris part à ces AG, force est de constater que le résultat des votes était extrêmement serré. Si la majorité de la CI a voulu que la base de l'usine soit responsable des accords signés en essayant que les travailleurs votent pour un accord scandaleux, elle a échoué dans sa manœuvre. Au contraire l'équipe de nuit a pour sa part organisé des AG dès le dimanche. Lundi une délégation de travailleurs non licenciés s'est réunie à l'extérieur de l'usine avec les travailleurs licenciés. Ils ont voté ensemble le rejet de toute paix sociale à l'intérieur de l'usine, comme l'implique l'accord signé par la CI. Il a également été voté de considérer comme parfaitement illégitimes les AG dans lesquelles les travailleurs licenciés n'avaient pas droit de participer. Ces décisions ont été ratifiées par les AG à l'intérieur de l'usine cette fois lundi et mardi.

Comment poursuivre le combat ?

Le débat consiste maintenant à réfléchir à comment défendre les 53 travailleurs qui sont restés à l'extérieur de l'usine. Lorsque les travailleurs licenciés ont voté en AG propre de

mener des actions pour exiger leur réintégration pleine et entière la majorité de la CI leur a clairement fait entendre qu'ils ne pourraient pas compter sur l'appui de la CI.

L'accord signé avec Kraft prévoit que les licenciements des 53 seront discutés au cas par cas au ministère. Il est logique dans ce cadre-là que les travailleurs licenciés continuent à se mobiliser afin d'exiger que les promesses soient tenues. Ceux qui ont signé cet accord dans le dos des travailleurs en lutte prétendent maintenant que continuer à se mobiliser pourrait rendre caduque l'accord signé et que la direction de Kraft pourrait revenir sur le cas des 40 travailleurs réintégrés. La majorité de la CI qui répond au CCC et a PCR n'est disposée qu'à contribuer à la caisse de grève. Une ouvrière licenciée a d'ailleurs répondu aux délégués de la CI à ce sujet en leur disant qu'elle n'entendait pas vivre pendant des mois avec l'argent de la lutte mais qu'elle allait continuer à lutter pour son poste de travail. Ce sera donc la pression de la base, comme cela a été le cas pendant tout le

conflit, l'attitude des secteurs les plus militants et des travailleurs licenciés, qui pourront faire changer de cap à la majorité de la CI.

La majorité de la CI doit impérativement changer afin de rétablir l'unité de la Commission. Les accusations lancées contre Herosilla doivent cesser, notamment celles qui consistent à dire qu'Herosilla « n'en a rien à foutre de ceux qui sont à l'intérieur et n'ont pas été licenciés » comme le relaie un tract du CCC. L'AG de l'équipe de nuit s'est d'ailleurs élevée contre ces calomnies. Il est d'autre part nécessaire que la CI s'engage à défendre toutes les mesures décidées en AG par les travailleurs licenciés. Le PTS va continuer à accompagner les travailleurs licenciés dans leur lutte en défendant le mot d'ordre qu'ils défendent depuis le début « tous et toutes à l'intérieur ! ». Il continuera également à lutter pour rétablir pleinement l'unité de l'organisation de base, non seulement de la CI mais également du Corps de Délégués qui incarne tous les ateliers et toutes les équipes de l'usine et qui se trouve actuellement sous le feu du patronat.

Premier bilan de la lutte de Kraft

Même si le combat n'est pas encore définitivement clos on peut déjà essayer de dresser un premier bilan de la lutte de Kraft¹. On peut d'ores et déjà affirmer qu'elle a provoqué une défaite politique de la multinationale étasunienne et de son ambassade tout en affaiblissant le gouvernement, le ministère du Travail, les bureaucraties de Daer et Moyano, l'UIA et la Copal, et ce même si d'un strict point de vue revendicatif, soit la réintégration de l'ensemble des travailleurs licenciés, il faut également reconnaître que les ouvriers et les ouvrières de Kraft ont subi une défaite partielle.

Pourquoi la lutte a-t-elle duré deux mois ?

Depuis le début, avec les licenciements qui menaçaient directement la Commission Interne, la CI dans son ensemble s'est portée à la tête du conflit. Les travailleurs ont répondu de manière exemplaire en se rendant à leur poste de travail mais en refusant d'accomplir toute tâche [« huelga de brazos caídos »], et ce sans que la direction de l'entreprise puis [la direction bureaucratique du] syndicat [de l'alimentation] ne réussisse à briser la volonté des ouvriers et des ouvrières. Au cours de ces 37 jours de grève les travailleurs ont réussi à paralyser la production, à vider les policiers qui stationnaient au début dans la cantine, appelés en renfort par la direction, à défendre les licenciés lorsque ces

derniers ont failli être arrêtés car ils étaient rentrés dans l'usine avec leurs collègues. Ce sont ces mêmes travailleurs qui pointaient mais qui refusaient collectivement de travailler tant que leurs collègues n'auraient pas été réintégrés à leur poste de travail, et ce de manière à ce que les licenciés continuent à pouvoir rentrer avec eux.

L'équipe de nuit quant à elle devrait faire l'objet d'une mention spéciale. C'est elle qui, à plus d'une occasion, a joué un rôle moteur pendant le conflit. C'est l'équipe de nuit qui a été à l'initiative du premier barrage conséquent sur la Panaméricaine alors que la majorité de la CI essayait de convaincre les travailleurs de ne pas le faire. C'est à partir de ce moment-là d'ailleurs que la grève a réellement commencé, en 3x8, pendant 37 jours.

Les militants et les militantes du PTS ont cherché tout au long du conflit à s'appuyer sur les secteurs les plus dynamiques des jeunes ouvriers mais également sur la volonté profonde des travailleurs du rang, ce qui a permis qu'à plusieurs reprises la direction du conflit aille au-delà de ce qu'elle entendait faire réellement. Nous avons mené cette bataille loyalement, avec patience, en essayant de convaincre et en cherchant systématiquement l'unité.

Lorsque les négociations obligatoires entre partenaires sociaux ont été ouvertes [impliquant une suspension temporaire de toutes les mesures prises par les syndicats ou le patronat, donc dans le cas de Kraft les mesures de licenciement] et que la direction de l'entreprise a ignoré ses obligations légales en cherchant à isoler les travailleurs licenciés dans un bâtiment éloigné du

¹ "Primeros elementos de un balance", publié dans *La Verdad Obrera* n°348, Buenos Aires, 22/10/09.

reste de l'usine, le PCR a revendiqué cela comme un pas en avant. Nous écrivions alors que « lorsque mardi [25 août] les travailleurs licenciés se présentent devant les grilles, l'entreprise leur permet l'entrée mais leur refuse de pointer et les envoie à l'autre bout de l'usine afin, soi-disant, de leur donner une formation. Les travailleurs licenciés qui suivent les responsables RH se rendent compte bien vite qu'il ne s'agit-là que d'une manœuvre pour les enfermer et les isoler du reste de leurs collègues. C'est alors que l'équipe de nuit sort le fameux tract « Terrabusi dispose désormais de son propre Guantanamo... ». Les ouvriers protestent et dénoncent le piège. L'équipe de nuit du mardi en parle et propose, en motion, au reste de leurs collègues, ne pas reprendre le travail jusqu'à ce que les licenciés soient réintégrés sur les chaînes. L'AG de l'équipe du matin tout comme celle de l'après-midi appuient la motion. Les travailleurs de Terrabusi sont donc décidés alors à affronter le nouveau piège tendu par la direction ».

Lorsque Bogado et le PCR, au beau milieu du conflit, ont proposé une trêve sans limite dans le temps de manière à « ce que les travailleurs puissent reprendre un peu de souffle », l'équipe de nuit, sur proposition du courant « Desde Abajo », a imposé qu'une telle trêve commence un vendredi et finisse un mardi, avec reprise immédiate des actions. A nouveau, la majorité de la CI a dû plier et aller au-delà de ses intentions.

Lorsqu'il fallait à tout prix que le conflit brise l'isolement médiatique dans lequel le gouvernement, les journaux et les TV semblaient le condamner, ce sont les jeunes camarades du mouvement étudiant En Clave Roja qui ont relevé le défi et ont commencé les blocages des avenues Corrientes et Callao [en plein centre de la capitale], ce qui a donné au combat des Kraft une répercussion médiatique qu'il n'avait jusqu'alors jamais eue.

Mais les militants du PTS de l'usine ont également dû affronter les positions des irresponsables qui nous demandaient d'occuper l'usine de but en blanc avec une trentaine de camarades. Nous avons cherché systématiquement à ce que toutes les actions votées aient lieu dans l'unité la plus complète entre les travailleurs licenciés et la base de l'usine. Tous ces combats ont été proposés en AG et gagnés en AG, et ce jusqu'à la dernière assemblée des travailleurs

licenciés qui a voté contre le projet d'accord avec la direction et qui s'est réalisée contre la position du PCR.

Pourquoi les travailleurs n'ont-ils pas pu obtenir plus ?

Sur les onze membres de la CI, seule Poke a signé contre l'accord, fidèle à ce qui avait été décidé en AG. Le reste des délégués est composé de cinq militants du CCC-PCR, et de cinq autres travailleurs qui étaient leurs alliés. Nous utilisons le passé puisque pendant le conflit ces derniers ont démissionné en bloc et ont abandonné l'usine...

Le PCR a donc pris la tête, parfois de mauvaise grâce, des mesures et des actions décidées en AG, et ce jusqu'à ce que l'objectif du patronat soit de liquider l'ensemble de la CI. Lorsque la direction de Kraft a commencé à accepter le principe que les syndicalistes restent à l'intérieur de l'usine et ne soient plus licenciés, alors la majorité de la CI liée au CCC-PCR a commencé à préparer ouvertement la fin du conflit. C'est ce dont témoigne l'accord signé mais également le fait que la majorité de la CI refuse d'appuyer désormais toute action des ouvriers licenciés.

Toutes les conditions objectives étaient donc réunies pour obtenir une victoire. La seule explication à la défaite partielle des travailleurs est donc le problème de direction qui a pesé sur le conflit. La majorité de la Commission Interne dominée par les maoïstes du CCC-PCR a repris à son compte le discours du ministère du Travail en affirmant qu'il s'agissait-là du maximum de ce que l'on pouvait obtenir. Il n'en était rien, et l'attitude même de Bogado le démontre puisque dans un premier temps il a refusé de signer l'accord avec Hermosilla. Au lieu de constituer un pôle oppositionnel contre la majorité de la Commission Interne afin de continuer le combat Bogado a néanmoins fini par se subordonner à la direction du PCR en s'opposant violemment à ceux et celles qui proposaient de poursuivre la bagarre, comme les AG l'avaient voté.

Afin de rétablir l'unité il faut suivre le chemin tracé par les Ag de l'équipe de nuit qui ont refusé de signer l'accord avec Tomada et Kraft et qui ont refusé que les travailleurs licenciés soient abandonnés à leur sort. Voilà l'unité dont nous avons besoin pour réorganiser l'usine et pour que tous les licenciés soient, en définitive, réintégrés.



L'exemplarité de la lutte des Kraft face à la « paix sociale » des patrons

par Manolo Romano¹

La grande lutte de Kraft et les actions de solidarité qui ont été menées en appui aux ouvriers de Terrabusi ont généré une réaction impressionnante chez les classes dominantes. Selon certains commentateurs et journalistes un « climat de violence sociale » régnerait aujourd'hui en Argentine. Il est intéressant de noter d'ailleurs comment ces messieurs ont tendance à tout fourrer dans le même sac : l'opération musclée menée par un commando de gros bras lié au kirchnérisme de Jujuy [dans l'extrême nord de l'Argentine] et dirigée par Milagros Sosa contre Morales, le député radical de la circonscription, mais également les dernières déclarations de Maradona devant les journalistes [à l'issue du match Argentine-Uruguay] ou encore la légitime contestation par les étudiants de Mendoza dont a fait objet l'ambassadrice des États-Unis en Argentine Vilma Martínez lors d'une conférence donnée à l'Université le 15 octobre. La bourgeoisie utilise tout cela dans le cadre des règlements de compte en cours actuellement au sein des secteurs dominants mais également pour essayer de créer une sorte d'intolérance au sein de « l'opinion publique » contre les actions menées par les travailleurs et les mouvements populaires en défense de leurs conditions de vie et de travail.

Mais alors qu'on essaie d'imposer aux travailleurs la paix sociale les affrontements au sein des classes dominantes reprennent de plus belles. Il s'agit-là d'autant de signes indiquant une certaine décomposition du régime politique. L'exemple le plus parlant de ce point de vue est le dur conflit en cours au sujet du contrôle de l'appareil de répression et de sécurité de la capitale, Buenos Aires, entre Mauricio Macri, [actuel gouverneur de la province de Buenos Aires pour le compte de l'opposition de droite] et sa nouvelle Police Métropolitaine, et Aníbal Fernández [chef du cabinet des ministres de Kirchner], et sa Police Fédérale. Tout ceci a mené au scandale qui vient d'éclater au sujet de l'usage illicite et illégal d'écoutes et d'autres pratiques assimilables à l'espionnage, des méthodes que les uns comme les autres utilisent en

permanence contre les ouvriers et le monde du travail.

En dépit de tout cela la vérité c'est que la lutte des Kraft a néanmoins réussi à remettre également au centre des discussions le vieux pacte social que le gouvernement n'avait pas réussi à institutionnaliser en raison des profondes divisions de la classe politique et de l'opposition entre Kirchner et la bourgeoisie agraire [à partir de 2008 surtout]. Tous aujourd'hui entendent néanmoins y avoir recours afin d'essayer de contenir ce que vient de produire le mouvement ouvrier. La Chambre de Commerce des États-Unis en Argentine, AmCham, qui représente près de sept cents multinationales nord-américaines, a condamné, lors d'une réunion avec la présidente Cristina Kirchner et l'ambassadrice des États-Unis Vilma Martínez « les actes illégaux de pression » auxquels ont recouru les ouvriers au cours du conflit de Kraft. L'UIA pour sa part a fait des déclarations allant dans le même sens. Sur la même ligne, faisant montre d'une parfaite obéissance, le ministre de l'Économie Amado Boudou a affirmé que « l'essentiel c'est que l'entreprise continue à produire dans le cadre de la sécurité juridique dont doivent disposer toutes les entreprises mais sur laquelle doivent également pouvoir compter les travailleurs ».

Les entrepreneurs, le gouvernement et la bureaucratie syndicale de la CGT ont tous condamnés les méthodes employées par les



¹ M. Romano, "El ejemplo de la lucha de Kraft o la 'paz social' de los patronos", publié dans *la Verdad Obrera* n°348, Buenos Aires, 22/10/09.

ouvriers et les ouvrières de Kraft-Terrabusi au cours du conflit, à savoir l'action directe. Leur objectif était bien entendu d'empêcher que la grève ne se transforme en l'étincelle d'une vague de conflits qui pourraient faire des travailleurs les nouveaux principaux protagonistes de la situation politique et sociale nationale. Mais en dépit de tout cela la bataille de Terrabusi a donné une envergure nationale à un nouveau mouvement ouvrier qui a commencé à émerger à la fin de l'année dernière avec les grèves dans l'automobile et qui s'est manifesté d'autant plus explicitement à la suite de la défaite électorale des péronistes aux élections ayant conduit à un affaiblissement des mécanismes de contention mis en œuvre tant par le gouvernement que par la bureaucratie syndicale de la CGT. Tous craignent que Terrabusi puissent ouvrir la porte à une poussée ouvrière qui murit par en bas et que tous veulent éviter à tout prix.

Un mauvais calcul du rapport de force de la part du patronat

A la suite de la défaite du kirchnérisme aux élections du 28 juin l'objectif de la direction de Kraft était de décapiter l'organisation syndicale de base. Comme nous l'avons déjà souligné ces élections ont impliqué un affaiblissement du gouvernement et de son fidèle allié, la bureaucratie syndicale, notamment dans le principal bastion du péronisme qu'est la grande banlieue de Buenos Aires. Mais les élections ont également montré une énorme fragmentation de l'opposition bourgeoise. La dispersion du vote à droite, alimenté notamment par le virage à droite des classes moyennes, indiquait également qu'il n'existait aucune base sociale solide pour soutenir une sorte de « restauration néolibérale ». Mais ce résultat, (mal) interprété par la direction de Kraft, [ne retenant des élections que la défaite du gouvernement et non le manque de force de l'opposition bourgeoise de droite], l'a mené à vouloir en finir avec cet « état d'esprit propice aux AG » et avec « le pouvoir des délégués » comme le déclarait à la presse au début du conflit son principal conseiller, De Diego. Mais le projet initial a fini par se retourner contre l'entreprise.

La provocation de Kraft a donné lieu à la première grande lutte d'usine comme on n'en voyait plus depuis vingt ans. Cette lutte s'est d'ailleurs transformée en une démonstration de force politique de la classe ouvrière. La lutte des Kraft a obligé une des principales multinationales présentes en Argentine à faire machine arrière, entraînant dans son sillage

les principaux syndicats patronaux, et même l'ambassade américaine. Le premier résultat de ces deux mois de lutte qui ne sont pas encore totalement finis est une défaite pour la multinationale étasunienne d'une part et un affaiblissement du gouvernement et des bureaucraties syndicales de Daer et Moyano qui ont joué leur va-tout d'entrée de jeu afin d'isoler la grève et de la réprimer, ce qui n'a pas porté ses fruits. Les travailleurs n'ont certes pas réussi à imposer la totalité de leurs revendications, et notamment la réintégration de l'ensemble des travailleurs licenciés. Mais cela n'est pas lié à un rapport de force qui leur aurait été défavorable. Ils pouvaient compter sur une énorme sympathie au sein des classes populaires face à un patronat délégitimé aux yeux de la population et un gouvernement en crise. Pour empêcher que les travailleurs ne gagnent sur toute la ligne le gouvernement et Kraft ont eu besoin de la collaboration des maoïstes du CCC [qui contrôlent la Commission Interne de Kraft] et de la majorité des délégués de la Commission Interne qui a fini par se subordonner au chantage du ministère du Travail et à sa volonté de restaurer la « paix sociale ».

Une question de direction politique

La lutte des Kraft a fait clairement apparaître la crise de la direction de la CGT face à la première grande bataille livrée par le mouvement ouvrier industriel. La lutte de Kraft renforce à l'inverse les expériences syndicalistes de base qui commencent à émerger. Le dirigeant kirchnériste du syndicat des cheminots La Fraternidad, Omar Maturano, a ainsi déclaré que « rien ne remplace la représentativité que détient le syndicalisme péroniste ». Il n'empêche que, dans le doute, il a envoyé ses gros bras contre les opposants qui dénonçaient dans des tracts les licenciements¹. Ce genre d'attaques de la bureaucratie syndicale et de leurs hommes de main iront en se multipliant en fonction de se qui pourrait mûrir au sein du mouvement ouvrier. Selon les informations dont dispose le journal *El Cronista* et communiquées dans son édition du 21 octobre, le fonctionnaire gouvernemental Emilio Pérsico récemment démissionné ainsi que son Movimiento Evita s'apprêteraient à rejoindre le courant politico-syndical lancé par le chef de la CGT Hugo

¹ Le 16/10 dans la gare de Retiro à Buenos Aires une trentaine de gros bras a attaqué à coups de chaîne un groupe de cheminots qui tractait pour dénoncer des procédures de licenciement. Un des protagonistes du nouveau film de Pino Solanas, *La última estacion* [« La dernière gare », cheminot de son état, se trouvait parmi eux. Solanas lui-même a dénoncé les faits et a ouvertement accusé la direction du syndicat de Maturano [NdT].

Moyano, et ce afin d'affronter « les groupes d'extrême gauche et les secteurs sociaux qui s'opposent au gouvernement et qui ont renforcé la Commission Interne de Kraft et ont montré l'impuissance de la CGT à contenir la lutte contre les licenciements dans l'entreprise ».

Pour sa part la direction de la CTA est restée complètement en retrait, et pour cause... La première réaction, en privé, de Víctor De Genaro, son leader, a été de sous-estimer la portée de la lutte à ses débuts car elle était contrôlée par l'extrême gauche. Par la suite, en raison de la répercussion nationale de la grève de Kraft, il a bien dû céder la parole à Bogado et à Hermosilla de la Commission Interne de Terrabusi lors du meeting pour la liberté syndicale. Il a fini par critiquer le ministère du Travail et Tomada pour s'être plié devant l'ambassade étasunienne. Mais à aucun moment, alors que la sympathie pour la lutte des Kraft augmentait parmi la base de la CTA, la « centrale syndicale alternative » a fait quoi que ce soit de concret pour appuyer la grève de Terrabusi.

C'est dans cette brèche ouverte et que symbolisent parfaitement les directions de la CGT et de la CTA que peut s'engouffrer le courant politico-syndical lancé par les ouvriers

de Zanon et qui s'est réuni pour la première fois à Buenos Aires, à l'Hotel Bauen, le 17 octobre. [Plus de 400 délégués ouvriers de tout le pays s'y sont retrouvés] aux côtés du Syndicat céramiste de Neuquén, la gauche de Terrabusi, le Corps de Délégués des travailleurs du métro de Buenos Aires. (L'ensemble des débats sont repris dans *La Verdad Obrera* n°348, p.8-9, cf. www.pts.org.ar/IMG/pdf/lvo_348_FINAL_WEB.pdf).

Le PTS considère qu'il s'agit-là d'un moment important auquel devrait se joindre l'ensemble des organisations ouvrières combattives et d'extrême gauche. Ce courant qui commence à prendre corps se propose, en premier lieu, de continuer à soutenir les conflits en cours et de coordonner toutes les organisations ouvrières de base, Commissions Internes, Corps de Délégués et syndicats antibureaucratiques. Mais le courant proposé par les ouvriers de Zanon ne se limite pas à être un courant lutte de classe. Il se propose de se battre pour l'indépendance politique des travailleurs à l'égard de toutes les expressions de la bourgeoisie et de leurs partis. L'objectif est effectivement de construire, à l'inverse, un parti propre de la classe ouvrière, ou encore, pour reprendre l'expression des ouvriers de Zanon, un « instrument politique des travailleurs ».

Déclaration internationale de soutien à la lutte des travailleurs et des travailleuses de la multinationale Kraft-Terrabusi d'Argentine contre le licenciement de 160 ouvriers

Nous nous solidarisons avec la lutte des travailleurs de la multinationale Kraft Foods, anciennement Terrabusi, la principale usine du secteur agroalimentaire d'Argentine et qui fidèle à son orientation néolibérale entend licencier 160 ouvriers. Les travailleurs luttent depuis bientôt vingt jours et ont organisé des actions collectives afin de défendre leurs droits ainsi que ceux de leurs familles. Kraft Foods est la seconde entreprise agroalimentaire au niveau international et affiche des bénéfices en hausse en dépit de la crise internationale comme en témoigne sa dernière offre de 17 milliards de dollars afin de racheter le géant britannique Cadbury. Les ouvriers et les ouvrières de Kraft-Terrabusi résistent contre un patronat arrogant qui a refusé d'appliquer la décision prud'homale obligeant les partenaires sociaux à discuter, refusant la réintégration à leur poste de travail des travailleurs licenciés comme le demande la justice ou encore enfermant ces derniers

pendant leur horaire de travail. Cette lutte que mènent plus de 2.500 ouvriers et ouvrières compte déjà sur l'appui de plusieurs syndicats du secteur alimentaire de Colombie et du Pérou ainsi que sur le soutien de personnalités du monde de la culture argentine comme l'écrivain Osvaldo Bayer, d'organisations de défense des Droits de l'homme ainsi que sur l'appui de plusieurs députés, fédérations étudiantes et de dizaines d'organisations ouvrières.

La multinationale essaie de prendre sa revanche sur les ouvriers qui début juillet avaient lutté pour la mise en place de mesures sanitaires élémentaires au moment du pic de grippe A en Argentine, paralysant ainsi l'usine pendant une semaine. Le patronat essaie de se défaire de toutes les instances syndicales de l'usine, notamment la Commission Interne et le Corps de Délégués composé par une cinquantaine de travailleurs et travailleuses élus démocratiquement dans les différents secteurs et ateliers de l'entreprise et non reconnu par la

direction de l'entreprise. C'est en ce sens que la Police de la province de Buenos Aires a commencé à réprimer les ouvriers en lutte et à occuper l'usine et ses environs. L'usine est actuellement militarisée par la police qui agit comme bras armé de Kraft Foods Corporation.

Les travailleurs et leurs familles continuent à résister et la grève se poursuit en ce moment. Des actions ont été menées, notamment la blocage de l'autoroute Panaméricaine, la principale artère qui relie la capitale à la banlieue Nord de Buenos Aires. Les travailleurs entendent que les autorités imposent le respect de la loi à Kraft Foods et que l'entreprise réintègre les ouvriers licenciés.

Voilà en quelque mot le résumé de ce qui s'annonce déjà comme un conflit social historique, tant par la dureté du patronat que par la résistance ouvrière. A Buenos Aires et dans le reste de l'Amérique latine de nombreuses organisations ont déjà manifesté leur appui aux travailleurs de Kraft-Terrabussi, à l'image de Sinatrainal et Conlutas. Il est important que cette solidarité s'élargisse le plus possible afin de continuer à montrer aux ouvriers et aux ouvrières de Kraft-Terrabusi qu'ils ne sont pas seuls et que même au cœur de l'Empire nombreux sont ceux et celles qui sont solidaires de leur lutte.

Nous nous solidarisons donc avec la lutte pour la dignité, le droit au travail et contre les licenciements massifs à Kraft-Terrabussi.

Le 19/09/09

Premiers signataires : **James Petras**, Professeur émérite de Sociologie, Université de Binghamton de New York, **Alex Callinicos**, Professeur d'Études Européennes, King's College, Londres, **George Binette**, Secrétaire régional d'UNISON (Camden), Grande-Bretagne, **Michel Husson**, Économiste, Institut d'Études Économiques et Sociales (IRES), Paris, **Daniel Bensaid**, Professeur de



Le ministère du Travail couvre la militarisation de Kraft

Nous sommes des victimes ou des proches des victimes de la dictature argentine de 1976. Nous dénonçons le fait qu'après la répression policière du vendredi 25 septembre les ouvriers de Kraft-Terrabusi travaillent dans une usine qui se trouve placée sous régime policier, avec la police de Buenos Aires et leurs chiens, la police montée et les troupes

philosophie à l'Université de Paris VIII, **Michael Löwy**, directeur de recherche émérite au CNRS, **Gérard Dumenil**, Economiste, directeur de recherches au CNRS, **Alicia Bonet-Krueger**, Présidente du Collectif Argentin pour la Mémoire, Paris, **Olivier Besancenot**, Porte-parole du Nouveau Parti Anticapitaliste (France), **Alain Krivine**, NPA, ancien eurodéputé, **Arllette Laguiller**, Lutte Ouvrière, ancienne eurodéputée, **Nathalie Arthaud**, Porte-parole de Lutte Ouvrière, **Armonie Bordes**, Lutte Ouvrière, ancienne eurodéputée, **Michelle Verdier**, Fraction L'Étincelle de Lutte ouvrière, **André Luchat**, Maire-adjoint de Chevilly-Larue (94), **Obey Ament**, Responsable Amérique latine du Parti Communiste Français (PCF), **Renée Le Mignot**, Responsable international du Mouvement contre le Racisme et l'Amitié entre les Peuples (MRAP), **Richard Neuville**, Commission internationale Les Alternatifs (France), **Bettina Ghio**, Doctorante et membre de l'association culturelle franco- argentine La Pause, **Stéphane Douailler**, Professeur de philosophie à l'Université de Paris 8, **Gérard Bloncourt**, journaliste, Président du Comité pour Juger Duvalier, **David Michel**, paysan, Confédération Paysanne, **Gérard Halié**, Mouvement pour la Paix (France), **Didier Pourle**, Ingénieur, Parti de Gauche, **Gilles Meyer**, Bibliothécaire, Fédération Syndicale Unitaire (FSU), **Vicente Romero**, Université Populaire Mariátegui, Montreuil, France, **Juan Chica Ventura**, peintre muraliste, **Anne Bardez**, enseignante d'espagnol, **Bruno Barthes**, enseignant de philosophie.

spéciales qui patrouillent au sein de l'usine. Il s'agit-là d'un véritable état de siège destiné à en finir avec l'organisation syndicale, la Commission Interne et le Corps de Délégués.

Nous dénonçons également le double discours du Ministère du Travail qui « certifie » par le biais de ses inspecteurs que la situation de l'entreprise est « normalisée », cachant

cependant que l'usine a été transformée en une véritable prison occupée par la Police de Buenos Aires. Celle-ci a été envoyée par le gouvernement lui-même tandis que les délégués de la Commission Interne, la grande majorité du Corps de Délégués ainsi que les autres travailleurs licenciés ne peuvent plus pénétrer sur leur lieu de travail.

Nous exigeons le retrait immédiat de la police de l'enceinte de l'usine ainsi que la réintégration des délégués et de tous les travailleurs injustement licenciés.

Adolfo Perez Esquivel - Prix Nobel de la Paix

Mirta Baravalle et Elia Espen - Mères de la Place de Mai

Anciens prisonniers et détenus sous la dictature argentine : Adriana Calvo, Enrique

Fukman, Nilda Eloy, Carlos Lordkipanidse, Osvaldo Barro, Guillermo Lorruso, Nora López, Jorge Sobrado

Elsa Pavón – Présidente de l'association Clara Anahí

Proches de victimes et de disparus de la dictature argentine : Marcela Gudiño, Inés Moyano, Margarita Pintos, Rene Flores, Aníbal Artigas, Teresa Fernández, Perla Dominguez, Pedro Galindez, Gloria Pagés

Enfants et petits-enfants de disparus : Patricia Walsh, Victoria Moyano, Clara Petrakos, Alejandrina Barry, Andrea Robles, Juan Contriciani, Maine García, Fabián Troitero, Pablo Silvestri

Buenos Aires, le 5 octobre 2009

LEGENDES DES PHOTOGRAPHIES

Sources : *Contraimagen, Indymedia Argentina et La Verdad Obrera.*

Couverture : *Manifestation des Kraft avec une banderole demandant la réintégration des licenciés.*

P. 3 : *Seconde Assemblée générale régionale des travailleurs combattifs et lutte de classe réunie à Zanon, Neuquén, le 14 novembre 2009, présidée par les délégués de Kraft*

P. 5 : *Manifestation ouvrière de soutien au conflit à Buenos Aires, octobre*

P. 7 : *Ouvriers de Kraft taguant sur une banderole au cours du conflit*

P. 9 : *Colonne du PTS pendant une des manifestations d'appui à la grève*

P. 11 : *Travailleurs de Kraft s'apprêtant de couper la Panaméricaine*

P. 14 : *Ouvriers de Kraft. A gauche, Oscar Coria*

P. 18 : *Manifestation de féministes en soutien à la lutte de Kraft. Au premier plan, des militantes de Pan y Rosas et une Mère de la Place de Mai*

P. 20 : *Police occupant l'usine de General Pacheco. Sur le toit, au dernier plan, les délégués ouvriers*

P. 21 : *Poke au cours d'une interview*

P. 24 : *Affiches du courant « Desde Abajo » dans les quartiers ouvriers de la Zone Nord du Grand Buenos Aires*

P. 26 : *Poke fêtant la victoire de la liste « Desde Abajo » à la suite des élections syndicales du 4 novembre, après la fin du conflit*

P. 27 : *Ouvriers et ouvrières de Kraft au cours des premiers débrayages*

P. 30 : *Police montée chargeant les travailleurs le 25 septembre*

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO SPÉCIAL (32 pages)

Présentation	p. 4
Chronologie	p. 8
Avec l'ambassade américaine ou les ouvriers de Kraft-Terrabusi, Éditorial de <i>La Verdad Obrera</i> du 30/09, Manolo Romano et Ruth Werner	p. 11
Avec le conflit de Kraft-Terrabusi, l'extrême gauche cherche à émerger sur le devant de la scène, <i>Clarín</i> , 04/10	p. 14
Kraft, un combat politique central, Éditorial de <i>La Verdad Obrera</i> du 07/10, Manolo Romano et Ruth Werner	p. 16
Échos de boîte. Rencontre avec les travailleurs de l'équipe de nuit, <i>La Verdad Obrera</i> du 07/10	p. 18
Du pain, des biscuits et du travail. La parole est aux ouvrières licenciées, <i>Las/12</i> du 10/10, Elisabeth Contrera	p. 21
Kraft, un drapeau pour l'ensemble du monde du travail, Éditorial de <i>La Verdad Obrera</i> du 14/10, Manolo Romano et Ruth Werner	p. 24
« On n'a pas été battus. Au contraire. On est plus forts ! », interview de Javier « Poke » Hermosilla, <i>Página/12</i> , 12/10, Adriana Meyer	p. 26
Kraft, fin d'une étape dans la lutte, <i>La Verdad Obrera</i> du 22/10	p. 29
Premier bilan de la lutte de Kraft, <i>La Verdad Obrera</i> du 22/10	p. 32
L'exemplarité de la lutte des Kraft face à la « paix sociale » des patrons, Éditorial de <i>La Verdad Obrera</i> du 22/10	p. 33
Pétitions internationales de solidarité	p. 37

Qui sommes-nous ?

La *Tendance CLAIRE* du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009. Elle est animée par des militants qui participent activement au processus NPA depuis son lancement (présents dans onze départements, les uns viennent de l'ex-Groupe CRI, d'autres de l'ex-LCR, d'autres étaient sans parti auparavant). Sa base, qui s'enrichira au fur et à mesure des discussions dans le NPA selon les besoins de l'action commune, est constituée par le programme fondateur de la IV^e Internationale et par les textes du Projet de Tendance défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation, adoptés le 13 décembre 2008, soumis aux AG électives, puis au congrès fondateur du NPA, où ils ont obtenu entre 1,61 et 2,82% des voix. Sa nécessité est due aux importantes limites et faiblesses cristallisées par ce congrès. Son objectif est de convaincre la majorité des militants du NPA d'adopter les orientations révolutionnaires qu'elle propose.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le Bulletin *Au CLAIR de la lutte*. Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Danièle Cobet, Joséphine Dangeant, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Véronique Rouvière, Wilbur Schäfer, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.
Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

Site du NPA : <http://www.npa2009.org>

Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr — Téléphone : 06 64 91 49 63